

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą :

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger :

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LE GÉNÉRAL ARCHINARD

Le général Louis Archinard, comme nous l'avons déjà annoncé dans nos colonnes, est placé à la tête de la Mission Militaire Franco-Polonaise constituée pour former l'Armée Polonaise en France.

Le général Archinard, chef de la Mission, est un des plus vaillants parmi les officiers généraux français. Il est né au Havre en 1850. Brillant élève de l'Ecole polytechnique, il entra dans l'artillerie de marine et fit, comme sous-lieutenant d'artillerie, la campagne de 1870-71. Il servit ensuite en Cochinchine, au Sénégal et au Soudan.

En 1884, il fut promu chef d'escadron et, en 1888, nommé commandant supérieur du Haut-Fleuve. Il créa de nouveaux postes au Soudan et guerroya contre deux chefs puissants, Ahmadou et Samory.

Après s'être emparé, en 1890, de Segou-Sikoro, capitale d'Ahmadou, et de la forteresse d'Ouossébougou, il reçut le grade de lieutenant-colonel.

L'année suivante, en 1891, il battit de nouveau les troupes d'Ahmadou à Youri, prit Nioro, puis, se tournant contre Samory, il s'empara de sa capitale : Bissandougou.

Rappelé en France où il ne devait séjourner que peu de temps, il fut nommé colonel (1892), et retourna au Soudan comme commandant supérieur du Soudan français.

En 1896, il fut nommé directeur des services militaires au Ministère des colonies et promu général de brigade.

Un an après, il fut appelé au commandement de la brigade de Co-

Il revint ensuite en France, fut nommé inspecteur général adjoint, puis inspecteur général

En 1901, il reçut le commandement de la 32^e division d'infanterie du 16^e corps d'armée et, en 1904, succéda au général Dodds dans le commandement du corps d'armée des troupes coloniales qu'il quitta en 1912 pour faire partie du Conseil supérieur de la guerre.

Nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1881 à la suite de la prise d'assaut de Goutanko (Soudan français), il gravit tous les échelons de l'ordre et fut nommé grand-croix de la Légion d'honneur en juillet 1914.

Au début de la guerre actuelle, il exerça un commandement en Alsace sous les ordres du général Pau.

Lors de la seconde occupation de Mulhouse, il arbora son fanion de commandant d'armée à Heimsbrunn après le combat du 19 août où les Allemands furent battus et perdirent dix-huit canons de campagne.

Chargé d'inspection dans la zone des armées en septembre 1914; il fut atteint par la limite d'âge, en 1915, et placé au cadre de réserve.

La nomination du général Louis Archinard au poste de chef de la Mission Militaire Franco-Polonaise a été accueillie dans les milieux polonais avec la plus profonde reconnaissance envers le gouvernement de la République. La haute expérience du général, ainsi que ses grandes qualités militaires et civiles sont le meilleur présage

permanent de l'artillerie de marine, et promu, en 1900, général de division.

pour l'avenir de la formation de l'Armée Polonaise.



Les socialistes allemands et la Pologne

On peut dès maintenant, au point de vue polonais, tirer quelques enseignements utiles de la Conférence de Stockholm. Et il convient de les mettre en vue sans tarder, pour qu'ils éclairent et orientent, en cas de besoin, la conduite ultérieure des intéressés.

La question polonaise est la bête noire des empires centraux. Ce que le comte Czernin et le chancelier Bethmann-Hollweg ont dans leur sac, nul ne le sait. Peut-être, rien après tout. Peut-être sont-ils désespérément empêtrés dans l'affaire, essayant sans succès d'inventer une combinaison qui leur serait avantageuse sans déplaire aux Polonais, qui concilierait les intérêts de Berlin et ceux de Vienne, et qui enfin accommoderait l'impérieuse raison d'Etat avec les exigences nouvelles du principe des nationalités. Cruelle devinette, même pour la diplomatie la plus avisée et la moins embarrassée de scrupules. Aussi bien, en ce qui concerne la question polonaise comme en tout le reste, les Austro-Allemands gardent leurs buts de guerre en portefeuille, évitent soigneusement toute parole imprudente qui leur lierait les mains devant les éventualités possibles, et dissimulent derrière la majesté menaçante de ce mystère l'impuissance où ils sont de faire face aux problèmes du jour.

Seulement, si une solution *politique* de la question polonaise ne pouvait et ne peut raisonnablement être attendue des chancelleries de Vienne et de Berlin, il était permis de penser qu'au moment où la vague démocratique déferle par le monde une solution pour ainsi dire *morale* en serait fournie ou esquissée par les populations mêmes d'Allemagne et d'Autriche. Si les gouvernements se taisent et si la diplomatie n'a pas les coudées franches, quelque chose peut être dit, malgré la discipline imposée et malgré le bailloir de la censure, par la conscience des masses. A défaut d'un programme complet et précis, l'instinct collectif peut trouver des mots, des gestes, qui laissent entrevoir le sens de ses aspirations. L'« ère des peuples » étant venue, nous avons attendu avec impatience ce que diraient sur la Pologne ceux d'Allemagne et d'Autriche. Nous connaissions le silence du chancelier et les faux-fuyants de von Beseler. Nous connaissions les appétits plus que jamais voraces des Junkers et des Hakatistes. Et tout cela, ce n'était point du nouveau pour nous, mais seulement la suite de Bismark et de Bulow. Le nouveau, après la révolution russe, c'était la démocratie allemande qui pouvait nous le dire. Allait-elle parler? L'oserait-elle?

Elle a osé. Vers le milieu de mai, le socialiste danois Borghjerg a vu à Copenhague, en route pour Stockholm, les camarades Ebert, Bauer et Scheidemann. Et les camarades ont été d'accord pour lui déclarer, au nom du socialisme allemand, qu'il ne fallait pas songer à rendre à la Pologne ses anciennes frontières avec tous les territoires peuplés par des Polonais. Pourquoi? Parce que les colonies polonaises et les colonies allemandes, sur ces territoires, sont inextricablement mêlées, et parce que la réunion de toutes les provinces polonaises aurait pour effet de couper de l'Empire des portions considérables du territoire allemand.

C'est la thèse que ces messieurs sont venus soutenir à Stockholm. Ils y ont trouvé le concours dévoué de leurs collègues social-démocrates d'Autriche. Un député polonais du Reichsrat, le social-démocrate Diamand, qui est depuis longtemps membre du Bureau socialiste international, et qui s'est rendu à la conférence de Stock-

holm comme mandataire de son parti, a été dans la nécessité, malgré tout son bon vouloir, de constater que « les vues des camarades allemands sur la solution de la question polonaise en Autriche doivent être modifiées complètement », et il s'est réservé de prendre position ultérieurement devant la solution qu'ils préconisent en ce qui concerne les Polonais d'Allemagne. « Les camarades allemands, a-t-il dit, conservent à beaucoup d'égards les conceptions qui avaient cours avant la guerre. »

Cette dernière phrase contient toute la morale de l'aventure. Si l'on n'a pas changé l'air à la Wilhelmstrasse non plus qu'au Ballplatz depuis 1914, et si l'ombre de Bismark continue à mener tout ce monde, on a dès aujourd'hui, après les premiers conciliabule de Suède, le droit de dire qu'il en va de même pour la démocratie socialiste qui a voté des deux mains les crédits de guerre. Ce que la Pologne, au temps de l'« ère des peuples », peut attendre du peuple allemand, tel du moins que le représentent des chefs qui disposent jusqu'ici de la majorité, nous en trouvons l'expression officielle dans le document que vient de publier le *Daily Chronicle* et qui date du 14 juin. Communiqué à la presse par le Comité socialiste hollando-scandinave, il représente le programme « dernier cri » des socialistes majoritaires allemands. Deux passages y sont relatifs à la question polonaise. Le premier dit : « un second groupe d'Etats avaient perdu leur ancienne indépendance, mais se trouvent libérés par les événements de cette guerre; ce sont la Pologne et la Finlande; on ne peut leur refuser le droit de déterminer eux-mêmes leur statut futur ».

Voilà qui est fort beau. « La Pologne » est « libérée ». « La Pologne » a le droit naturel de régler ses affaires. Seulement il s'agit des entendre, et de ne pas comprendre trop vite. En lisant encore vingt ou trente ligne du document, nous rencontrons ce second passage : « en ce qui concerne l'Allemagne, il y aurait à tenir compte des revendications de nos concitoyens du Schleswig, de la Posnanie, de la Prusse Occidentale et de l'Alsace-Lorraine, qui parlent le danois, le polonais et le français. Nous condamnons énergiquement toute espèce d'empiètement sur l'emploi de leur langue maternelle, et aussi toutes les autres entraves apportées au libre développement de leur culture et caractère nationaux ».

Il ressort de là, avec une évidence complète, que « la Pologne » n'est pas à confondre, selon Scheidemann et ses amis, avec la Posnanie et la Prusse Occidentale. La Pologne est libre, mais, « en ce qui concerne l'Allemagne », les Polonais de Prusse doivent rester prussiens. Ce sont, disent les compères, « nos concitoyens ». Ils parlent polonais, tout simplement, et nous voulons « énergiquement » qu'ils continuent à parler polonais.

On ne sait si l'on a plus d'admiration ou de dégoût devant la rouerie cynique de ces pangermanistes en bonnet phrygien qui font sauter tapageusement les fers de « la Pologne » tout en s'accrochant d'une poigne frénétique au morceau qu'ils en ont, et qui serrent le carcan au cou des Polonais de Prusse tout en hurlant qu'ils ne souffriront point d'entraves « au libre développement de leur culture et caractère nationaux ».

Les conceptions d'avant-guerre, les Polonais savent maintenant, et d'une façon définitive, où elles persistent. Les démocraties de l'Entente et leurs gouvernements ont dit à la Pologne où ils allaient et ce qu'ils voulaient. Dans l'autre camp, les gouvernements gardent toujours un doigt sur la bouche, et la démocratie annonce qu'elle ne fera pas les frais de la liberté polonaise. La cause est entendue.

HENRI SIGISMOND.

Télégramme de Bethmann-Hollweg au général von Beseler au sujet de l'attitude vis-à-vis des Polonais

Le « Kuryer Codzienny » (Courrier quotidien) de Cracovie nous apprend que l'on se passe de mains en mains à Varsovie une dépêche que, paraît-il, le chancelier Bethmann-Hollweg aurait envoyée au général von Beseler peu après les résolutions connues, votées le 1^{er} mai par le Conseil d'Etat provisoire du Royaume de Pologne. La censure autrichienne n'a pas permis de publier le texte de cette dépêche et n'en a laissé subsister dans le journal que la phrase finale suivante que nous traduisons textuellement :

« Les Polonais devraient comprendre que les habitants d'un pays occupé, même du point de vue du droit international, n'ont pas droit à un gouvernement indépendant. Si le Conseil d'Etat se retirait, je le regretterais fort. Les conséquences fâcheuses de cette démarche retomberaient sur les Polonais eux-mêmes, tandis que, à mon avis, il est superflu de se préoccuper de l'impression fâcheuse à l'étranger. »

MAXIMUM

Pour pas mal de Français, un Polonais c'est un étranger qui se plaint toujours, et qui toujours est mécontent. Lui donnerait-on tout ce qui est possible, qu'il aurait encore à réclamer et qu'il trouverait à redire. En vous-même, lecteur français, vous avez dû le constater maintes fois, même au courant de cette guerre : lorsque, en 1914, vous avez parlé à un Polonais de l'autonomie de son pays annoncée par le manifeste du Grand-duc généralissime, il faisait une moue et il le trouvait insuffisant : il n'était pas à l'unisson de votre enthousiasme ; lorsque, actuellement, vous l'entretenez du principe de l'indépendance et de l'unification de la Pologne, proclamée par le gouvernement provisoire russe et que vous vous dites en vous-même : que diable, cette fois-ci, il doit être satisfait ? il vous répondra que oui, mais il trouvera des objections qui vous paraîtront non justifiées, mais qui peut-être, en étudiant la question à fond, auront leur raison.

C'est que d'abord lorsqu'il s'agit de la patrie, et de son avenir, on est obligé, de par la raison, d'être très circonspect ; que si même on ne le voulait pas, on y serait instinctivement forcé de par le sentiment vis-à-vis d'elle, qui nous est inné. Et si ce principe est juste à l'égard de toutes les patries, il l'est davantage encore à l'égard de la patrie polonaise. C'est qu'il n'y a sûrement pas au monde un pays de son importance, de sa force nationale, de sa valeur morale qui ait été si souvent dupé et qui, internationalement, ait servi à tant de fins, n'ayant rien de commun avec ses intérêts, que la Pologne. Notre ancêtre à tous, Albert Sorel, l'a si bien dit dans sa *Question d'Orient au XVII^e siècle* : « Amis et ennemis de la Pologne, tous trafiquaient de la nation polonaise. Cette république était, en quelque sorte, mise à l'encan, et nul ne se faisait scrupule d'en arracher un morceau pour payer la complicité d'un allié ou la complaisance d'un adversaire. »

D'autre part, quoique nous ne soyons plus au début du XIX^e siècle et qu'il serait sûrement injuste de comparer l'époque que nous vivons à l'époque qui a précédé le Congrès de Vienne, de même que le futur Congrès à celui de 1815, il est difficile de ne pas s'arrêter sur cette appréciation du Prince de Metternich : « Les grandes phrases de « reconstruction de l'ordre social », de « régénération du système politique de l'Europe », de « paix durable fondée sur une juste répartition des forces », etc., se débitaient pour tranquilliser les peuples, et pour donner à cette réunion solennelle un air de dignité et de grandeur, mais le véritable but du Congrès de Vienne était le partage entre les vainqueurs des dépouilles enlevées aux vaincus. »

Enfin y a-t-il un autre pays auquel on ait autant promis qu'à la Pologne ? Il est inutile de rappeler toutes les promesses qui lui ont été faites et comment elles n'ont jamais été tenues. En

fait de promesses il y en a de deux manières : les perfides, celles qu'on fait avec intention de ne jamais les tenir, et les sincères qu'on a l'intention de tenir, mais qui, hélas, par la force des circonstances, restent souvent lettres mortes. La sagesse et le devoir patriotique ordonnent de mépriser les premières et d'être très prudent dans l'acceptation des autres.

Jusqu'à présent, il n'y avait vis-à-vis de la Pologne que des promesses « suspectes ». Quoi d'étonnant que les Polonais les aient reçues avec méfiance : les gens mal informés pouvaient les croire « mauvais sujets », tandis qu'ils n'étaient que fervents patriotes.

Avec le changement de régime en Russie, la situation internationale pour la Pologne dans les pays alliés a changé du tout au tout. Le principe dénoncé jadis (en 1836) par Odillon Barot : « on nous parle de sagesse, de prudence, c'est donc par sagesse, par prudence qu'il ne faut pas prononcer le mot de Pologne », — n'existe plus. On peut prononcer le mot de Pologne, on peut le prononcer à haute voix, et, il nous semble que, plus hautement on le prononce et plus largement on le conçoit de ce côté-ci de la barrière, plus il irrite, plus il effraie ceux de l'autre côté. C'est donc un moyen de lutte qui peut être exploité et qui, peut-être, n'a pas été suffisamment exploité jusqu'à présent pour des raisons qui, aujourd'hui, n'existent plus.

Or, voilà où nous voulions en venir : nous demander, et vous demander, lecteurs, si actuellement, après ce qui est survenu en Russie, il n'y aurait pas lieu dans les pays alliés de monter, encore de quelques crans, la question polonaise ?

La situation est la suivante : la nouvelle Russie a proclamé le principe de l'Unification et de l'Indépendance de la Pologne ; les Alliés l'ont enregistré, ils en ont exprimé leur satisfaction, ils ont salué, avec enthousiasme, la résurrection future de la Pologne. C'est évidemment beaucoup, mais est-ce assez ? Toutes leurs déclarations n'ont pas la force nécessaire, la netteté qui ne soit pas sujette à caution, pour qu'elles puissent donner le maximum de ce que peut donner le facteur Pologne dans la lutte que nous passons. *Seule une déclaration collective des Alliés, reconnaissant solennellement la nécessité de l'existence d'un Etat polonais unifié et indépendant, le posant comme un des buts de la guerre pourrait satisfaire tous les Polonais, même les plus difficiles.* Cette déclaration une fois faite, il ne pourrait pas exister un seul Polonais qui ne voie l'intérêt même de sa patrie, lié à la cause des Alliés, car il est évident que ce n'est qu'avec les Alliés que nous pouvons récupérer nos provinces allemandes et autrichiennes, — sans lesquelles la Pologne ne serait qu'un Etat privé de ses membres les plus vitaux, — et non avec les Empires du Centre pour lesquels ce serait la fin que de se défaire de ce qui a formé leur grandeur et ce qui leur a permis d'entreprendre cette guerre.

Mais, avant que cette déclaration ne soit faite, certains Polonais sous l'occupation austro-allemande peuvent encore se dire : somme toute les Alliés ne se sont engagés vis-à-vis de notre patrie qu'à peu de chose ; ils n'ont rien promis de formel et ils peuvent, le cas échéant, se retirer avec leur honneur sauf ; la parole de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Italie n'est pas engagée, directement, en quoi que ce soit, au sujet de la Pologne. D'autre part, les Empires du Centre ne nous donneront pas et ne peuvent pas nous donner satisfaction complète. Ils sont trop sur place et leurs intérêts est de gagner la cause et de garder nos terres, pour ne pas nous offrir gracieusement celles qui ont appartenu aux autres, et, — afin de nous compter parmi leurs alliés, — de nous permettre de nous organiser comme nous le voudrions. Bref, pour dire les choses un peu crûment, le point de vue de certains Polonais sous l'occupation austro-allemande peut être formulé comme suit : d'un côté l'incertitude absolue, de l'autre la certitude qu'après cette guerre nous n'aurons pas les provinces polonaises appartenant à l'Allemagne et à l'Autriche, mais que, par contre, nous aurons une Pologne indépendante restreinte qui sera composée des anciennes provinces ayant appartenu à la Russie.

Il est facile de savoir par où pèche ce raisonnement, il suppose que les Empires du Centre ne seront pas battus et qu'ils auront encore un mot à dire après la guerre. Telle n'est pas notre opinion : nous savons pertinemment, et nous le

croions fermement, que cela ne sera pas, qu'après la guerre les Empires du Centre n'auront qu'à obéir et non à ordonner et à poser des conditions. Mais, pour que ce moment arrive le plus tôt possible, nous croyons qu'il est tout indiqué de se servir de tous les moyens disponibles : un de ces moyens, et non le plus négligeable, c'est la question polonaise. Il faut qu'elle « donne » le maximum ; il faut qu'il n'y ait pas de Polonais qui puissent avoir de doutes au sujet des intentions des Alliés à leur égard : il faut que tous les Polonais, — aussi bien ceux des pays alliés que ceux de l'occupation austro-allemande, — soient certains, soient convaincus qu'une des conditions de la paix future, posées par les Alliés, sera le rétablissement de la Pologne unifiée et indépendante.

CASIMIR DE WOZNICKI.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Comme conséquence de l'émission en mars dernier de deux millions d'Obligations foncières et communales, et en vue de maintenir la proportion qui doit exister entre le capital social et le capital réalisé de ses Obligations, le **Crédit Foncier** a décidé de procéder à l'émission de 25 000 actions nouvelles de 500 francs nominal.

Le capital social de cet établissement va être ainsi porté de 250 à 262 millions 500.000 francs, représenté par 525.000 actions d'un même et uniforme type. En effet, les 25.000 actions nouvelles sont admises, sur le même pied que les anciennes, à toucher le dividende de l'exercice 1917, tel qu'il sera fixé par la prochaine assemblée générale, et à partager les bénéfices des exercices suivants.

En vertu de l'article 5 des statuts, les porteurs des actions anciennes ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles dans la proportion d'une action nouvelle pour vingt anciennes. En dehors de la part qui leur est statutairement réservée, les actionnaires ont la faculté de faire une souscription complémentaire réductible à l'effet de participer à la souscription des actions nouvelles qui n'auraient pas été absorbées par les souscriptions privilégiées. La répartition des ces actions se fera en tenant compte du nombre d'actions anciennes possédées par chaque souscripteur. En outre, ceux des actionnaires qui possèdent un nombre d'actions inférieur à vingt pourront, à leur choix, se réunir pour profiter de ce droit ou souscrire à titre réductible.

Le prix d'émission est fixé à 525 francs. Il est payable soit en une seule fois, soit par versements échelonnés comme suit : 125 francs en souscrivant du 25 juin courant au 10 juillet prochain ; 150 francs à la répartition du 25 juillet au 4 août et le solde, 250 francs, au plus tard le 31 janvier 1918, avec intérêts à 6 0/0 sur cette dernière somme depuis le 5 août 1917 jusqu'au jour du versement.

Tous les actionnaires voudront exercer dans la plus large mesure possible le double droit de souscription qui leur est réservé pour acquérir les actions nouvelles émises à des conditions particulièrement intéressantes.

Ce que signifie la création de l'Armée Polonaise

M. Stephen Pichon, sénateur, ancien ministre des Affaires Etrangères, a écrit dans Le Petit Journal du 16 juin, avec son autorité et sa grande connaissance de la cause polonaise, un article, que nous reproduisons in extenso :

« La constitution d'une armée polonaise, telle qu'elle a été décrétée le 4 de ce mois sur un rapport de M. Painlevé au Président de la République, est la première consécration officielle donnée à l'indépendance de la Pologne. Elle supprime le système des légions, admises à combattre avec des restrictions extrêmes sous le drapeau des pays où elles étaient recrutées, pour lui substituer des détachements formant l'embryon d'une armée nationale avec son drapeau, ses uniformes, ses chefs et son commandement

polonais. Cette force nouvelle est naturellement placée sous le commandement suprême du général en chef de nos armées, puisqu'elle sert sur notre territoire, qu'elle est mise sur pied et entretenue par nous, mais elle a dès maintenant son autonomie et devient, parmi nos troupes, un corps distinct.

« Le chiffre des volontaires polonais actuellement sous nos drapeaux est à peu près de deux mille hommes. Il s'élèvera facilement par des enrôlements nouveaux effectués tant en France qu'en Italie, en Suisse, en Espagne. Si, d'autre part, les pays alliés et notamment les Etats Unis adoptent la mesure que nous avons prise, on calcule qu'ils trouveront aisément cinquante mille recrues et peut-être davantage. De son côté, la Russie pourrait, si elle le voulait, réunir une armée polonaise distincte de trois cent mille hommes environ.

« Quant à la valeur et au courage des soldats et des officiers que tant de souvenirs glorieux désignent à notre amitié fraternelle, il serait superflu d'en faire l'éloge. Ils ont multiplié déjà dans la guerre actuelle les preuves d'héroïsme : la lecture de leurs citations à l'ordre de nos armées en témoigne. Pour le passé, qu'il nous suffise de rappeler le rôle des hussards de Dombrowski sous le Premier Empire, celui des cheval-légers de Montbrun au Guadarrama, celui de Chlopicki, de Poniatowski, de Roźniecki, d'Oginski. Les champs de bataille de l'Oureq et de l'Oise avaient été, dès 1814, illustrés par l'intrépidité des volontaires que Skarzynski conduisait, à côté de nos généraux, contre les armées ennemies, et nos francs-tireurs de 1870 ont eu pour camarades, avec les Garibaldiens, des Polonais qui ont rougi de leur sang la terre de notre Bourgogne.

« Au point de vue purement matériel, c'est donc un concours important que nous nous assurons en fournissant à l'esprit militaire de courage et de loyauté, qui a de tout temps distingué le peuple où règne la tradition des Sobieski et des Kosciuszko, un moyen de se manifester dans les combats que nous soutenons pour sa liberté comme pour la nôtre. C'est, en outre, au point de vue moral, un acte dont la portée suffirait pour le justifier. S'il est suivi d'application chez nos alliés, il contribuera puissamment à faire avorter d'une façon complète le plan de l'Allemagne et de l'Autriche dans les parties de l'ancien royaume, dépecé par elles, qu'elles ont annexées l'année dernière au mépris du droit des gens.

« On se rappelle comment, au mois de novembre 1916, elles ont notifié, avec le cynisme qu'elles apportent à la violation systématique des traités signés par elles, leur résolution de transformer en occupation définitive la possession de fait des terres polonaises, pour y lever une armée qu'elles emploieraient contre nous. On se rappelle le texte du serment qu'elles avaient décidé d'imposer aux prétendus « volontaires » de cette armée : « Les soldats polonais jurent sur les couleurs nationales fidélité à la Pologne, leur patrie, à l'empereur d'Allemagne, leur commandant en chef pour cette guerre, et aux monarques des deux puissances centrales qui ont garanti l'indépendance de la Pologne ».

« Avec ce modèle de tartuferie, les gouvernements de Berlin et de Vienne ne prétendaient à rien de moins qu'à se procurer un contingent de sept cent mille hommes, appelés à l'honneur de verser leur sang pour leurs conquérants. Ils ont dû déchanter depuis considérablement. Les enrôlements qu'ils ont pu faire n'atteignent pas le vingtième de ce qu'ils avaient escompté. Les victimes séculaires de la tyrannie prussienne ne se sont pas laissées prendre à la fourberie grossière par laquelle on avait entrepris de les subjuguer. Et voyant cela, les auteurs de l'impudente manœuvre n'ont pas hésité à retirer toutes les promesses de prétendue autonomie et de mentueuses franchises qu'ils avaient fait luire aux yeux du peuple opprimé.

« Ce que la France fait aujourd'hui, ce que feront demain, nous l'espérons, les Etats-Unis d'Amérique, ce que la Russie fera si elle veut exécuter son programme de libération et tenir la parole solennelle de son gouvernement provisoire, permettra aux Polonais de juger de la différence entre leurs véritables défenseurs et les organisateurs systématiques de leur servage et de la destruction de leur patrie. L'évidence sera telle qu'aucun d'eux ne pourra se tromper sur la conduite dictée par l'intérêt autant que par le patriotisme. Quant à nous, pour qui moralement la question de la Pologne, de sa résurrection, de son union et de son indépendance, est une obligation assimilable à celle de la délivrance de l'Alsace-Lorraine et de son retour à la France, nous aurons rempli par notre initiative le premier devoir concret qu'il dépendait de nous de traduire en acte dans les circonstances présentes à l'égard d'un pays dont les espérances n'ont jamais cessé de se confondre avec les nôtres. »

Nous prions instamment ceux de nos abonnés des départements et de l'étranger dont l'abonnement expire le 30 juin de vouloir bien nous adresser sans retard leur renouvellement afin d'éviter toute interruption dans la réception de notre revue.

LES DOCUMENTS OFFICIELS RELATIFS À LA QUESTION POLONAISE

La semaine dernière nous avons publié les extraits des réponses de la France et de l'Angleterre à la note russe sur la paix. Aujourd'hui nous donnons le passage essentiel de la réponse du ministre des affaires étrangères d'Italie au gouvernement russe :

« J'ai reçu la note du 3 mai 1917 par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer le manifeste aux citoyens que le gouvernement provisoire russe a promulgué le 27 mars dernier et dans lequel il a exposé les vues du gouvernement de la libre Russie sur les buts de la guerre actuelle. »

« Avec la plus vive satisfaction, le gouvernement royal d'Italie a pris connaissance des déclarations du gouvernement russe qui offrent une nouvelle preuve de la volonté inébranlable qui anime la glorieuse nation russe de mener la guerre mondiale jusqu'à une victoire décisive. »

« Le gouvernement royal a pris également note de la décision de la Russie d'intensifier ses efforts pour la libération du territoire de la patrie et pour la restauration de la Pologne dans son unité et son indépendance. Ces déclarations ne manqueront pas de déjouer les tentatives faites par les ennemis communs de semer des doutes sur les intentions de la Russie. »

UNION ET RÉSURRECTION

(Suite et fin.)

Le dénouement de cette guerre des Polonais et des Russes contre les Suédois fut, nous le savons, le traité de Nystadt. Or, ce traité, cependant si avantageux pour les tsars, n'a même pas été respecté en entier par eux. En effet il est dit à l'article IX :

« Sa Majesté czarienne promet en outre de « maintenir tous les habitants des provinces de « Livonie, d'Estonie et d'Oesel, nobles et roturiers, les villes, magistrats et les corps de métiers « dans l'entière jouissance des privilèges, coutumes et prérogatives, dont ils ont joui sous la « domination du roi de Suède. »

Nous savons que malgré cette clause, pendant tout le XIX^e siècle le gouvernement impérial n'a été occupé qu'à saper toutes les institutions livoniennes : privilèges des villes et de la noblesse, langues, organisation administrative et policière, etc.

Voilà, hélas ! tout le résultat de l'œuvre de Paikul, qui lui-même paya ses fautes de sa vie, puisque même sa qualité d'Ambassadeur du tsar ne lui permit pas d'obtenir la grâce de Charles XII.

Sur ce qui s'est passé en Livonie depuis l'abdication du tsar Nicolas II les journaux sont muets, et il nous semble qu'ils ont tort. Il serait en effet bien intéressant de prouver aux Alliés, aux neutres — et peut-être même encore plus à nos ennemis — que les Livoniens n'ont nullement cette tendance, qu'à tort on leur a souvent attribuée, de désirer secrètement d'être gouvernés par la Prusse. La Révolution russe a été pour eux une occasion de montrer qu'ils ne cherchent nullement à profiter des faiblesses de la Russie pour se ranger du côté des Hohenzollern. Ce n'est d'ailleurs pas plus leur intérêt que leur idéal. Ils veulent être Livoniens. Ils le veulent tous, et si certains ne tiennent pas précisément à être Polonais, tous savent cependant que jusqu'à maintenant ils n'ont été vraiment Livoniens qu'au sein de la République polonaise. Les vieux l'ont appris autrefois de leur père et, à leur tour, ils l'enseignent aux jeunes.

Les vieillards se souviennent aussi qu'en 1863 il y eut une révolution en Pologne et qu'elle fut noyée dans le sang. Ils se rappellent très bien que pendant que Berg était le bourreau de la

Pologne et Annenkov celui de l'Ukraine, la sympathie livo-polonaise nécessita aussi la nomination d'un bourreau pour la Livonie. Ce fut Dlotowski.

L'union de 1561 n'était pas brisée et, en 1863, les Livoniens et les Polonais communierent dans le sang.

Les persécutions qui s'ensuivirent en Pologne eurent aussi leur reflet en Livonie. Un écrivain soi-disant livonien, Youri Samarine, crut le moment bien choisi pour lancer des idées russo-philiques. Il lui fut répondu par des protestations d'écrivains patriotes (Schirren, Julius Eckart, Guillaume de Bock, Stenberg, etc.). A leur tour, ceux-ci furent traités d'Allemands tout simplement parce qu'ils défendaient les idées nationales et libérales livoniennes et qu'ils se servaient pour cela de la langue allemande, reconnue nationale en Livonie par les Polonais et les Suédois, mais que le Gouvernement Impérial voulait remplacer par la langue russe malgré les promesses faites dans le traité de Nystadt.

Chaque fois qu'un Livonien ou un Courlandais s'est révolté contre les mesures de russification il a été traité d'Allemand, et cette qualification inventée par le Gouvernement Impérial a tellement été répandue que les Allemands eux-mêmes en sont arrivés à croire que Livoniens et Courlandais n'attendaient qu'eux pour la délivrance.

Mais, nous Livoniens, nous affirmons simplement une fois de plus notre solidarité avec les Polonais !

II. — Lithuaniens et Blancs-Russiens.

Il doit en être de même des Lithuaniens, et si nous comprenons bien leur attitude actuelle, nous pouvons dire qu'ils veulent avant tout être Lithuaniens, mais que, pareils aux Livoniens, ils ne voient le moyen d'être vraiment eux-mêmes qu'au sein de l'Etat collectif polonais. C'est en effet une manière de reconstituer la République, celle qui consiste à en reformer tout d'abord chaque partie séparément pour réunir ensuite toutes ces parties en un seul bloc. Cependant, il nous semble que cette manière de procéder provoque des tiraillements, qui se traduisent en fin de compte par un éparpillement de forces. Nous verrions avec beaucoup plus de plaisir tous les enfants de toutes les Polognes s'unir d'abord pour restaurer la grande République et, une fois ce résultat obtenu, chacun se rendre à sa place pour y organiser sa nation particulière.

Les Lithuaniens doivent savoir qu'ils ne peuvent espérer recouvrer leur indépendance que par la réorganisation de l'Etat Polonais. Il faut donc supposer que si certains prétendent constituer une Lithuanie séparée, ils obéissent à des influences étrangères contrairement à leurs propres intérêts.

Mais, qu'est-ce que la Lithuanie ? au sens large, c'est tout le pays comprenant la Lithuanie proprement dite, la Samogitie et la Russie Blanche, c'est-à-dire un ensemble de territoires dans lequel il y a à peine deux millions de Lithuaniens avec plus de six millions de Blancs-Russiens. Or, il est à remarquer que la Lithuanie proprement dite et la Samogitie, c'est-à-dire les pays dont la population est ethniquement lithuanienne, sont actuellement occupés par l'armée allemande.

On a annoncé que dans ces pays envahis il avait été constitué un Grand-duché de Lithuanie. Cette information nous porterait à croire que ce projet de faire de la Lithuanie un pays soi-disant indépendant n'est en réalité qu'un acte de politique allemande. Mais, on dit aussi qu'un Etat autonome lithuanien vient de se constituer au sein de la Russie. Dès lors, nous ne comprenons plus.

La Lithuanie non envahie se compose en réalité de provinces qui ne sont pas habitées par une population lithuanienne, mais au contraire par une population d'origine ruthène (les Blancs-Russiens). Si ces Blancs-Russiens sont polonisés ou polonisants, il nous semble qu'ils doivent surtout désirer de faire cause commune avec les Polonais. Ceux qui, au contraire, sont russifiés ne doivent désirer qu'une chose : rester Russes. Ces derniers sont, paraît-il, rares. En tous cas, ils ne peuvent pas former à eux seuls une Lithuanie. Ils formeraient tout au plus une « Russie Blanche » et alors, pour la première fois depuis des siècles, la Lithuanie serait coupée en deux.

Ce qui doit également attirer notre attention, c'est que parmi les provinces de cette Lithuanie projetée nous relevons le nom du Gouvernement de Witebsk. Or, ce gouvernement est formé non seulement des anciens palatinats de Witepsk et de Polock, peuplés de Blancs-Russiens, mais

aussi de cette fraction de la Livonie que le traité d'Oliva, en 1660, a laissée à la Pologne sous la désignation suivante : « Dunabourg, Rositten, Loudsen, Marienhausen et les autres places que les Polonais possédaient dans la Livonie méridionale pendant les trêves de 1629 et de 1635 ».

Nous avons vu précédemment que cette fraction de la Livonie est restée attachée jusqu'en 1772 à la République dans laquelle elle formait le Palatinat de Livonie désigné aussi communément sous le nom de « Livonie polonaise ». Nous savons aussi que c'est un morceau artificiellement détaché de la Livonie occidentale et que la population y est de race lette (1). Un congrès lette tenu à Wolmar au mois de mars dernier a d'ailleurs réclamé comme lette cette partie du Gouvernement de Witebsk. Cette population qui occupe toute la partie occidentale de ce gouvernement, jusqu'à Drisa, est en définitive — ceci peut paraître paradoxal — la seule vraiment lithuanienne dans la province de Witebsk puisque nous avons dit, et nous ne le répéterons jamais assez, que les vrais Lithuaniens (descendants des tribus Jmoudes, Samogitiennes et Lithuaniennes) et les Lettes (descendants des tribus Letgoles, Semigalles et Kourses) ne sont qu'une seule et même race. La Lithuanie nouvelle pourrait dans ces conditions aussi bien réclamer l'annexion des gouvernements de Livonie et de Courlande.

Cette question de races est à elle seule un motif pour faire tourner dans un cercle vicieux les projets de Lithuanie, Livonie ou Courlande non rattachées à l'Etat collectif polonais. Dans celui-ci, au contraire, pourront aussi bien entrer les Lithuaniens, que les Lettes, les Blancs-Russiens, etc.

D'ailleurs, comment croire qu'avec les souvenirs historiques qui nous unissent à la nation polonaise, nous pourrions, Lithuaniens, Courlandais ou Livoniens, rester en dehors du grand Etat dont s'accomplit aujourd'hui la Résurrection ! Comment croire que tous les sacrifices faits en commun jadis n'auraient pour résultat que de faire vivre séparément et définitivement des peuples qui s'appellent mutuellement pour l'Union !

Il ne peut y avoir qu'une Résurrection : celle qui sortira de l'Union.

Union et Résurrection doit être notre devise.

PRINCE A. WIHTOL DE WENDEN.

L'Armée Polonaise

Un symbole agissant de la Pologne de demain

La longueur et l'acharnement de la lutte ont un peu voilé, en France, l'importance du problème polonais. Jusqu'à la révolution russe, on peut le dire maintenant, une équivoque pesait sur notre politique polonaise. La résurrection du royaume martyr n'apparaissait comme possible que sous le protectorat de la Russie. L'indépendance était diplomatiquement tenue pour une utopie, et ceux-là mêmes qui espéraient autre chose n'osaient préciser leur espoir.

Il suffisait cependant, hier comme aujourd'hui, de jeter un coup d'œil sur une carte d'Europe, pour se rendre compte de l'importance d'une solution proprement polonaise.

Disons-le franchement. Lorsqu'on prononce, du côté des Alliés : écrasons le militarisme prussien ou allemand, on ne sait pas très bien ce qu'on veut dire, et cela pour une bonne raison, c'est que presque tous les auteurs ou publicistes qui parlent du militarisme allemand ne savent pas exactement en quoi il consiste.

Mais la carte ! La géographie historique de l'Allemagne, de la Pologne et de la Russie ! Voilà une notion claire et précise, et qui définit, mieux que n'importe quelle formule oratoire, les buts de guerre de la coalition antiallemande.

(1) Lettes en 1870 d'après Elisée Reclus, *Nouvelle Géographie Universelle*, page 371 du tome V :

Gouvernement de Livonie...	410.000 lettes
— Courlande...	460.000 —
— Witebsk...	203.000 —
— Kowno....	13.000 —
	1.083.000 lettes (actuelle-
	ment environ 1.200.000).

Tracez donc sur un atlas les limites de l'ancienne Pologne, et vous verrez ce qui reste de l'Allemagne! Unifiez par la pensée, et même par un « cerné » rouge ou bleu, les provinces polonaises de la Russie impériale, ce qu'on appelait au Congrès de Vienne le Royaume de Pologne, avec la Galicie, la Posnanie et les trois quarts de la Silésie. Donnez à ce territoire peuplé de vingt millions d'habitants le port polonais de Dantzig. Supposez que cette unification soit le fait des Alliés, qu'elle soit due à la généreuse renonciation de la Russie, à la coopération militaire de tous les Alliés, à leur collaboration diplomatique. Et dites si, la paix rétablie en Europe, l'Etat polonais ne sera pas un élément décisif de cet équilibre européen et de cette société des nations, pour lesquels la France comme la Russie ont consenti tant et de si douloureux sacrifices!

La solidarité des Alliés ne saurait être mieux démontrée que par l'exposé simple des problèmes territoriaux.

Répétons ce que nous avons dit il y a quelques jours : ce n'est pas pour des raisons russes, mais pour des raisons françaises que la France a pris les armes, parce que, à supposer la lutte circonscrite à l'Allemagne et à la Russie, la victoire allemande eût créé une Allemagne tellement puissante que la France n'aurait eu, en face d'elle, que le choix de devenir sa vassale ou sa victime. Mais inversement, une défaite française laisserait la Russie à la merci de l'Allemagne, et l'on sait ce que cela veut dire! Il y a donc, à l'est et à l'ouest de l'empire allemand, deux questions territoriales qui sont solidaires l'une de l'autre et qui doivent être résolues contre l'Allemagne, si l'on veut que la guerre se termine par la victoire des Alliés : ce sont les questions de Pologne et d'Alsace-Lorraine.

C'est donc avec un intérêt poignant que l'opinion française, éclairée par la presse et par nos hommes d'Etat, devrait suivre les essais de constitution, sur le front russe et sur le front français, de l'armée polonaise. On nous permettra, à ce point de vue, de regretter que le récent décret présidentiel qui a organisé chez nous cette armée n'ait pas été souligné ni remarqué autant qu'il aurait convenu.

C'est cependant un acte héroïque de premier ordre, que ce décret de M. Poincaré! Que l'on réfléchisse un instant aux conditions dans lesquelles il peut être exécuté. La Pologne entièrement occupée par les troupes des Empires centraux, comment peut-il se trouver assez de Polonais pour assurer le recrutement, à l'est et à l'ouest, d'une armée polonaise? Passe encore pour la Russie, où se trouvent réunis plusieurs millions de réfugiés polonais. Mais en France, sur nos fronts de Champagne, de Lorraine et des Vosges!

Le miracle pourtant n'est pas un miracle. L'intervention américaine a fait une possibilité de ce rêve d'hier. Car la République des Etats-Unis, depuis plus d'un siècle, a accueilli tant de fils de la noble et malheureuse Pologne, que leurs descendants, en Amérique, se comptent par millions, et que le souvenir de la patrie morte est resté si vivace qu'à l'appel de M. Wilson, plus de 60.000 volontaires polonais ont déjà répondu.

Ainsi, tandis qu'en Russie une armée polonaise s'organise et se prépare, une autre armée polonaise se recrute aux Etats-Unis et bientôt viendra soulager, pour sa part, l'effort héroïque de nos soldats.

Et qu'on ne dise point que cet apport de forces sera politiquement inutile : Ne sera-t-il pas, pour les Polonais, encore soumis au joug allemand ou autrichien, le symbole vivant de la patrie, la démonstration du mensonge de la politique des Empires centraux, qui ne veulent que d'une Pologne réduite territorialement et, politiquement, sous leur domination.

(La Petite République.)

P. A.

Vœux des Lithuaniens pour une Pologne unifiée et libérée

A Helsingsfors en Finlande a eu lieu une grande assemblée de Lithuaniens, à laquelle ont pris part les soldats, les marins, les officiers, les ouvriers, ainsi que de nombreux intellectuels résidant dans cette ville. L'assemblée a décidé d'adresser à la nation polonaise un hommage conçu en ces termes :

« Nous saluons la nation polonaise qui vient de ressusciter et de briser les chaînes de l'esclavage. Nous lui souhaitons sincèrement la délivrance et l'unification de la patrie. Nous formons pour le peuple polonais le vœu fraternel qu'il parvienne à acquérir une organisation d'Etat, basée sur les principes de la véritable démocratie. Nous prévoyons et nous croyons qu'entre la Pologne libre démocratique et la libre démocratique Lithuanie fleuriront des rapports fraternels inspirés par une compréhension et une estime réciproques. Vive la Pologne libre! Vive la libre Lithuanie! »

Comme nous l'avons déjà annoncé, tous les partis du Royaume de Pologne se sont déclarés pour l'indépendance de la Lithuanie et ont exprimé l'espoir que la Pologne et la Lithuanie se joindront par le lien d'une union librement consentie.

Pologne, Alliée future de la France

La création de l'Armée polonaise en France a pour nous une portée énorme. Elle signifie que, dès maintenant, la reconstitution de l'Etat polonais devient un des buts de guerre ou plutôt une des conditions de paix des Alliés.

La politique de la France et de l'Angleterre a donc évolué depuis la guerre. La cause principale de ce changement est d'abord la révolution russe et ensuite l'entrée en lice de la grande république de l'Amérique du Nord. Les sentiments n'ont jamais changé. Nous ne doutons pas que la France souhaitait toujours la résurrection de la Pologne, mais sa politique, son alliance avec l'empire des tzars, ne lui permettait pas d'afficher ses sentiments. Un peuple n'a pas le droit de se sacrifier pour une cause, aussi noble soit-elle, si ses intérêts vitaux sont en jeu. Un certain abandon de la cause polonaise a été la raison de l'alliance russe. Nous souffrons de cet état de choses, mais n'avions pas droit de nous en plaindre.

La Pologne est l'alliée naturelle de la France. Elle se trouve du côté opposé de la Prusse et elle a des comptes à régler avec elle. La population de la Pologne prussienne constitue 12,8 % de celle de l'Allemagne, c'est-à-dire près de 9 millions d'habitants. Avec les deux millions d'habitants de l'Alsace-Lorraine, c'est de 11 millions d'individus, de plus d'un million de soldats, qu'on diminue la population et la force de l'Allemagne. La victoire est certaine. Dans un an, ou deux, ou trois même, l'Allemagne tombera à genoux — selon le mot de M. Wilson. Sans lui imposer des conditions de paix draconiennes, les Alliés exigeront cependant des garanties indispensables pour créer une paix solide et durable. Mais les garanties seront-elles suffisantes? L'Allemagne vaincue et obligée de restituer l'Alsace-Lorraine et la partie de la Pologne qu'elle détenait, ne cherchera-t-elle pas un moment propice pour sa revanche? Donc, une alliance avec la Pologne s'imposerait. Mais avant de s'allier à un pays qui aujourd'hui n'existe pas sur la carte politique d'Europe, faut-il le reconstituer, et prendre des mesures pour qu'il soit fort et grand. La création de l'Armée polonaise en France est le premier pas sur ce chemin. Les relations entre nos deux peuples entrent dans une phase nouvelle : pour

la première fois depuis un siècle nos intérêts concordent avec les sympathies réciproques. Une alliance dans des telles conditions sera d'autant plus durable et d'autant plus forte.

Nous sommes donc optimistes; non les optimistes béats de « fara da se », mais parce que nous nous rendons parfaitement bien compte de notre situation actuelle. Les deux côtés belligérants ont reconnu notre droit à l'indépendance. L'Allemagne a constitué un Royaume de Pologne « indépendant » dans le cadre de neuf gouvernements de l'ancienne Pologne russe. Mais la Russie révolutionnaire a proclamé l'indépendance de la totalité du territoire polonais.

Ce résultat, aussi réjouissant qu'il puisse nous paraître, ne nous permet pas encore de nous tourner les pouces et de nous considérer comme neutres. Aujourd'hui nous sommes exactement dans la situation de la Belgique : sans être alliés officiels des puissances de l'Entente, nous avons le devoir et l'intérêt de lutter avec elle contre les puissances centrales.

Ce sont elles qui occupent notre territoire national. C'est avec elles qu'il nous faut faire la guerre.

La création de l'armée polonaise a encore un avantage pour nous : c'est qu'elle fera le jeu de nos hommes politiques de Varsovie. Ils auront une raison de plus pour résister aux instances de Berlin, une raison de plus pour continuer leur politique d'opposition actuelle.

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

UNANIMITE DES POLONAIS

La résolution en faveur d'une Pologne indépendante, unifiée, avec accès à la mer, votée à l'unanimité par tous les députés polonais à la Diète de Galicie et au Reichsrat de Vienne, a eu le plus chaleureux écho dans le Royaume de Pologne et en Pologne prussienne. Non seulement c'est ce que constate la presse, mais de nombreuses réunions ont eu lieu à ce sujet — dans le Royaume de Pologne tout au moins, car en Pologne prussienne les réunions sont prohibées — telle que celle de Radom (zone d'occupation autrichienne), où près de deux mille représentants de tous les partis politiques et de toutes les classes de la société ont acclamé une résolution exprimant leur solidarité entière avec le vote de Cracovie et leur reconnaissance aux députés galiciens.

C'est avec le même enthousiasme que se sont prononcés catégoriquement pour la Pologne indépendante, unifiée, avec accès à la mer quelques milliers de villageois et de représentants des professions libérales à une assemblée tenue à Krasnystaw.

C'est encore dans le même esprit que la Conférence générale universitaire des étudiants des hautes écoles de Varsovie a envoyé une adresse aux camarades de Cracovie et de Lwów (Lemberg).

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Les autorités autrichiennes ne permettent pas au député Glombiński de parler à Lwów.

M. Glombiński, chef du parti démocratique-national en Galicie, se proposait de convoquer par invitations une réunion à Lwów (les réunions publiques, vu l'état de guerre, sont actuellement interdites dans toute la Galicie), afin de rendre compte à ses électeurs de son activité en général, et en particulier des délibérations cracoviennes où a été votée la motion concernant l'unification, l'indépendance de la Pologne avec accès à la mer, motion dont il avait été un des initiateurs et des défenseurs les plus ardents. Mais cette réunion n'a pu avoir lieu, car la police de Lwów, s'en référant à la loi sur l'état de siège, a défendu de la tenir, même sur invitations personnelles écrites.

— Manifestations patriotiques à Poznań (Posen).

Tous les ans, à l'occasion de la Fête-Dieu, se déroule sur le Vieux-Marché de Poznań une procession solennelle. A cette manifestation religieuse accourent de toute part des milliers de Poznanais de la ville et des environs, désireux

d'affirmer leur attachement inébranlable aux vieilles traditions léguées par les ancêtres, symbolisant dans leur fidélité au catholicisme, la fidélité à la patrie une et indivisible.

Cette année-ci la procession a revêtu un caractère tout particulier du fait qu'à la fin de la cérémonie a jailli spontanément des dizaines de milliers de poitrines des assistants, un chant qui, depuis un demi-siècle, n'avait pu se faire entendre à Poznań : « Boże, coś Polskę » (Dieu qui as protégé la Pologne), hymne ardent de foi patriotique de toute la nation polonaise. Une émotion indicible s'est emparée de la foule à genoux lorsque l'archevêque Mgr Dalbor, primat de Pologne, s'est tourné vers elle pour la bénir, précisément alors que s'élevait cette invocation finale de l'hymne populaire : « Seigneur, daigne nous rendre la patrie et la liberté ».

— Réduction de l'appareil de recrutement dans le Royaume de Pologne.

Le général-gouvernement à Varsovie vient de publier un arrêté en vertu duquel l'appareil de recrutement pour l'armée polonaise, organisé au cours de l'hiver dans tout le pays, est réduit au minimum : sont supprimés tous les bureaux d'enrôlement de districts et tous les bureaux de déclaration ; il ne reste plus en fonction que le personnel fort diminué de l'inspectorat de Varsovie et 17 bureaux principaux dans les villes principales.

Le général-gouvernement donne comme motif de cette mesure la moisson prochaine et le besoin de main-d'œuvre pour la faire.

— La question de Gdańsk (Dantzig).

M. Lednicki, leader du Comité démocratique polonais de Petrograd, président de la commission pour la liquidation des affaires polonaises, dans une interview avec un correspondant du « Daily News », a déclaré qu'il désirait, il est vrai, l'unification des territoires polonais avec accès à la mer, mais en faisant remarquer qu'à cet effet Gdańsk (Dantzig) n'est aucunement indispensable à la Pologne, car on peut relier la Vistule au Niemen et à la Windawa par un canal, et de la sorte créer pour la Pologne l'accès à la Baltique. C'est dans le même esprit que naguère, à la conférence des représentants du Comité démocratique à Stockholm, s'est exprimé M. le général Babiański.

Nous affirmons que cette manière de voir, par laquelle on renonce au seul port naturel de l'ancien Etat polonais, est en contradiction avec l'opinion unanime des Polonais du pays dans ses trois tronçons, laquelle — comme le constate entre autres la presse allemande — s'oriente expressément vers l'accès à la Baltique par les bouches de la Vistule et Gdansk (Dantzig). Nous ajouterons que la très grande majorité des Polonais de Russie partagent en cette affaire l'opinion des Polonais de Pologne.

— Valeur de la réponse des Empires centraux aux demandes du Conseil d'Etat provisoire.

Dans leur réponse au Conseil d'Etat provisoire les Empires ne font droit qu'en partie aux demandes de ce Conseil. Il y est déclaré qu'on est prêt à effectuer la remise de certaines branches administratives aux autorités centrales polonaises (ministères), et notamment les départements de la justice, de l'instruction publique, des affaires confessionnelles, de la protection des arts et des sciences, de l'économie publique, du commerce et de l'agriculture, de l'organisation des arts et métiers, de la réparation des dommages de la guerre et de la restauration du pays, enfin de la charité publique et des œuvres de prévoyance sociale. Par contre la réponse austro-allemande passe sous silence les affaires militaires et celles de la politique étrangère ; elle consent en principe, il est vrai, à la désignation d'un régent, mais, en réalité, elle ajourne le règlement de cette question à une époque tout à fait indéterminée, alors qu'existeront des conditions pour l'activité utile d'un régent.

Il convient de rappeler que le Club politique des partis a toujours demandé que fussent soustraits à la compétence du Conseil d'Etat les affaires militaires et celles de la politique étrangère. Ce Club s'en est toujours tenu au programme suivant : commencer dès à présent à édifier l'Etat polonais, mais se borner à poser les fondements de son existence intérieure et civile, action qui n'engage aucunement en faveur des Empires centraux contre l'Entente. Si Berlin

et Vienne se sont décidés à donner une telle tournure à la question, c'est à la suite de l'avortement total de leurs espérances en une armée de volontaires polonais. Mais, la soustraction des affaires militaires et étrangères à la compétence du ministère polonais projeté répond-elle aux intentions du Conseil d'Etat Provisoire qui précisément avait tout particulièrement insisté sur ces deux points, non moins que sur la question du régent qui devait le faire sortir de son impuissance ? — c'est tout autre chose.

La valeur des concessions auxquelles se sont résignés les Empires centraux et que nous venons d'énumérer dépendrait d'ailleurs de la manière de les mettre en pratique.

LIVRES NOUVEAUX

La Révolution Russe et les Alliés.

Sous ce titre, M. Joseph de Lipkowski, notre distingué compatriote, vient de publier une très intéressante brochure. Nous en extrayons quelques passages :

« Envisageons les conséquences un peu lointaines mais très importantes de la crise Russe.

« La chute du régime autocratique dissipe complètement les craintes, que l'immensité de cet Empire commençait déjà à inspirer à l'Europe.

« On finissait par se rendre compte qu'avec un territoire deux fois plus grand que l'Europe entière, et avec une population qui doublait tous les 45 ans, l'Empire des Tsars pouvait devenir rapidement l'arbitre absolu des destinées du monde.

« En effet, la Russie actuelle représentera dans un demi-siècle une population de 350 millions d'âmes au moins.

« Si cette masse colossale était encore gouvernée par un pouvoir despotique, qui aurait pu l'employer pour satisfaire ses visées égoïstes ou ses ambitions personnelles, elle aurait été une menace sérieuse pour l'Europe entière, car aucune coalition n'aurait plus été capable de lui résister.

« Napoléon a le premier entrevu ce danger quand il a dit que « l'Europe sera libre ou cosaque ».

« Heureusement, c'est la liberté qui vient de triompher grâce à la révolution russe.

« La restitution des terres polonaises obligera la Russie de se détourner de l'Europe Centrale et de reporter tous ses efforts vers l'organisation de ses immenses domaines de l'Est européen et de l'Asie.

« La Russie nouvelle, composée de quantité de nationalités distinctes, qui se développeront librement d'après leurs traditions ou leurs aspirations personnelles, ne présentera plus aucun danger pour l'Europe.

« On n'inspire pas de folie collective à des peuples libres, ayant chacun sa psychologie particulière ».

« Une Europe régénérée, basée sur le principe des nationalités, ou d'affinité de peuples, devrait comporter quatre groupements naturels, de force à peu près égale :

« La Russie fédérative.

« La Fédération slave de l'Europe centrale et des Balkans.

« Le Groupe Germain et le Groupe Latin.

« Quant à l'Angleterre, qui n'est pas, à proprement parler, une puissance continentale, elle conservera le rôle glorieux d'arbitre, et elle vient de prouver d'une façon éclatante, qu'elle se mettait toujours du côté de la Justice et du Droit.

« Une pareille constellation politique, qui assurerait d'une façon parfaite l'équilibre européen, n'est toutefois possible qu'à condition que les Alliés restent fidèles à leur mot d'ordre jusqu'au bout et qu'à aucun prix ils ne s'arrêtent avant d'avoir amputé la Prusse des provinces polonaises.

« Ils doivent bien comprendre que, si même ils reconstituaient une Pologne indépendante, mais privée de ses provinces autrichiennes ou allemandes, une pareille Pologne serait obligatoirement amenée à se lier avec les Empires du Centre, justement à cause des millions de ses enfants qui continueraient à en faire partie.

« Tout l'équilibre européen serait ainsi rompu à nouveau et la « Mittel-Europa » se constituerait inévitablement au profit des Allemands.

« Ajoutons qu'une Pologne grande et forte est absolument nécessaire pour la Russie, pour la préserver contre l'emprise allemande pendant les longues années que demandera la réorganisation sociale de ce vaste Etat.

« Une Pologne grande et forte est encore plus nécessaire aux Puissances occidentales, pour leur servir de point d'appui solide et sérieux qui remplacerait avantageusement, dans leurs combinaisons diplomatiques ou militaires, la Russie, sur laquelle elles ne pourront plus compter pendant la période de sa réorganisation sociale.

« Ainsi se réalise une fois de plus la prévision de Napoléon, quand il disait que « La Pologne c'est la clé de la voûte européenne ».

Vient de paraître l'émouvant et beau sermon que M. l'Abbé GEORGES AMBLER, second vicaire de Saint-Pierre de Montrouge, prononça le 21 mai dernier en l'église de Montmorency. Ce sermon : **A la Pologne — Pour les Polonais morts en exil**, ceux de nos compatriotes et de nos amis qui assistèrent à notre Pèlerinage tiendront certainement à le lire pour y retrouver l'accent ému de l'orateur, et ceux qui furent empêchés de l'entendre seront heureux de pouvoir le connaître :

« Honneur à vous, nobles Polonais qui reposez à l'ombre de ces voûtes et avez placé votre confiance plus haut que les événements dont vous étiez alors les témoins attristés en même temps que les victimes héroïques. Vous avez appris à vos compatriotes et à tous ceux qui gémissent sous une oppression tyrannique que l'on ne prescrit pas contre la vie des peuples et que leur réveil peut se produire au moment même où l'on croyait avoir définitivement scellé la pierre de leur tombeau. »

Mais il faut lire en entier ce pathétique sermon, qui a paru en brochure chez Gabriel Beauchesne, 117, rue de Rennes.

BULLETIN

● Don de M. l'Abbé Ambler.

M. l'Abbé Ambler, qui a bien voulu faire le sermon le 21 mai dernier à Montmorency, tient à ce que la somme que le Comité avait destinée à ses frais de déplacement soit versée dans la caisse du Comité de Secours aux Blessés Polonais.

Nous le remercions très vivement de son geste généreux et de sa délicate attention.

● Réponse au message du président Wilson.

Washington, 1^{er} juin — En réponse à la déclaration du président Wilson au sujet d'une Pologne unie et indépendante, les organisations nationales polonaises et les journaux polonais aux Etats-Unis se sont unis pour faire du jour d'enregistrement, — 5 juin — une fête patriotique pour les jeunes gens de naissance ou de descendance polonaise qui doivent s'enregistrer afin de pouvoir servir cette nation « dans sa lutte pour la préservation de la démocratie à travers le monde ».

Les journaux polonais relatent que des centaines de jeunes Polonais se sont déjà enrôlés dans l'armée et dans la marine. D'un bureau de recrutement à Chicago on compte 637 Polonais engagés dans l'armée régulière. Plusieurs centaines de Polonais se sont enrôlés en l'espace de deux semaines à Milwaukee et dans le régiment d'infanterie de Wisconsin on compte un bataillon entier de Polonais.

Tous les journaux polonais aux Etats-Unis publient aujourd'hui un appel aux jeunes Polonais d'Amérique.

LA JOURNÉE POLONAISE

au
Grand Amphithéâtre de la Sorbonne

Jeudi, 28 juin, aura lieu au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne la journée polonaise sous la présidence de M. Stéphen Pichon, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères.

Parmi les orateurs, citons M. Georges Leygues, député, président de la Commission des Affaires extérieures à la Chambre des Députés ; M. Denis Cochin, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

SPRAWA WOJSKA POLSKIEGO W ROSJI

Wychodzące w Rosji czasopisma polskie przynoszą nam mnóstwo krzepiących jądrnych wiadomości, dotyczących formowania się tam polskich szeregów narodowych.

Armja polska — przeciw Niemcom.

W Rosławlu gub. Smoleńskiej, w lokalu teatru żołnierskiego 8-go zapasowego pułku piechoty odbył się, dnia 13 (26) kwietnia, wiec Polaków wojskowych garnizonu Rosławskiego.

W wiecu uczestniczyło do tysiąca żołnierzy i 15-tu oficerów.

Po ożywionej dyskusji, zebrani jednomyślnie uchwalili następującą rezolucję:

1) Polska, po otrzymaniu niezależności, jako jednostka samodzielna, wierna swym odwiecznym tradycjom wolności i szczytnym ideałom, winna stanąć po stronie państw Koalicji — przeciw wrogowi Polski i swobody — Niemcom.

2) Polska, by podtrzymać niezachwianie swoje świetne tradycje, powinna niezwłocznie powołać do życia swoją armję, aby na przyszłym kongresie międzynarodowym, gdzie będą się rozstrzygać losy Europy, mieć swój głos.

3) Armja Polska powinna być wzorem dla armji innych państw Koalicji, pod względem porządku, karności i zespolenia się oficerów i żołnierzy, dla świętej idei — obrony ukochanej Ojczyzny.

4) Wysłać delegację do Piotrogradu, Moskwy i Kijowa, w celu zmanifestowania solidarności i uznania dla formującej się armji polskiej.

5) Prosić ministra wojny o pozwolenie na jak-najszybsze sformowanie oddzielných rot marszowych z Polaków i wcielenie ich do nowo formującej się armji polskiej.

6) W celu zrzeszenia wszystkich wojskowych Polaków utworzono związek wojskowych Polaków garnizonu Rosławla. Organem reprezentującym związek będzie « Polski Komitet Wojskowy garnizonu Rosławla ». Składać się on będzie z dwóch oficerów, jednego doktora i trzech żołnierzy.

W skład prezydium weszli: prezes, żołnierz Piotr Ciesielski; sekretarz, wolontariusz Seweryn Wiszniowski; skarbnik, prowizor Wacław Kasprzycki; członkowie, chorążowie: Stanisław Chociński, Stanisław Stecki i żołnierz Adolf Szczepulski.

Prezes « Wojennego Polskiego Komitetu w Rosławlu Piotr Ciesielski.

W sprawie wstąpienia do Dywizji Strzelców Polskich.

Zarówno bezpośrednio, jak i przez Komitet Wykonawczy w Kijowie otrzymaliśmy w redakcji — pisać *Wiadomości Wojskowe* — mnóstwo zapytań w sprawie warunków co do wstąpienia do Dywizji Strzelców Polskich.

Nie mając możliwości każdemu z pytających się odpowiedzieć z osobna, komunikujemy, że Dywizja Strzelców Polskich, jako formacja ograniczona co do liczby uczestników, jest w chwili obecnej zupełnie skompletowana.

Spodziewamy się, że w najbliższym czasie zostaną powołane do życia dalsze formacje bojowe polskie. Żeby jednak przyspieszyć ich tworzenie, radzimy zwracać się telegraficznie do Ministerium Wojny z żądaniem stworzenia Armji Polskiej, albowiem w tym tylko wypadku można zaspokoić pragnienia i aspiracje Wojskowych Polaków.

Jeńcom Polakom, zgłaszającym się o informacje, odpowiadamy ogólnikowo, że chcący wstąpić do Dywizji Strzelców Polskich w Kijo-

wie, winni zgłaszać się pod adresem ul. Mikołajewska Nr. 6, z prośbą o przyjęcie do formacji polskich.

Wiec wojskowych Polaków w Kałudze.

Dn. 26 marca st. st. odbył się w Kałudze wiec wojskowych Polaków. Uczestniczyło przeszło 1.000 osób, wyłącznie wojskowych.

Wiec zagał chorąży Zygmunt Mosiewicz, poczem, przez aklamację, na przewodniczącego powołany został dowódca 4-go pułku strzelców polskich, pułkownik Chroński, który zaprosił na asesorów: pułkownika Marjana Lange, doktora Ordyńskiego, chorążego Z. Mosiewicza, porucznika Tadeusza Finegera, ochotnika Sikorskiego, żołnierza Badziałka i na sekretarzy: porucznika Jerzego Zadrowskiego i żołnierza Golińskiego.

Ze świetnym referatem wystąpił chorąży Zygmunt Mosiewicz na temat: « Głównie zadanie naszego narodu w chwili obecnej », w czasie wygłoszenia którego poważne żołnierskie oblicza drgały od tłumionego wzruszenia.

Po przerwie, następny referat wygłosił porucznik Tadeusz Fiweger na temat: « Jaką powinna być armja polska ». Referat wywołał nader ożywioną dyskusję, po której jednogłośnie uchwalona została rozsolucja, którą podaliśmy przed kilku dniami.

Trzeci i ostatni referat na temat: « Organizacja stałego Polskiego Komitetu Wojskowego w Kałudze » wypowiedział porucznik Jerzy Zadrowski. Po rzeczowej dyskusji, zostały jednogłośnie przyjęte następujące wnioski:

Wiec postanawia:

1) Celem zjednoczenia wszystkich wojskowych Polaków jest stworzenie « Związku Wojskowych Polaków garnizonu Kaługi ». Do Związku przystępują wszyscy obecni na wiecu oraz ci nieobecni, którzy wyrażą chęć ku temu.

2) Organem reprezentacyjnym Związku jest « Polski Komitet Wojskowy garnizonu Kaługi » i składać się on będzie z sześciu oficerów (w tej liczbie może być jeden lekarz i jeden urzędnik), wybranych na ogólnym zebraniu oficerów, lekarzy i urzędników, oraz z sześciu żołnierzy, po jednym z czterech pułków, konsystujących w Kałudze, jednego żołnierza od artyleryjskiego składu Bobrujskiego i jednego żołnierza od wszystkich komend.

3) Komitet wejdzie w łączność z organizacjami wojskowymi polskimi i, jako wyraziciel pragnień i żądań Związku, będzie pracował nad urzeczywistnieniem takowych.

4) Do czasu wyborów komitetu, przyszłe tegoż funkcje pełnić będzie prezydium dzisiejszego wiecu.

5) W celu utrzymywania ciągłego kontaktu komitetu z członkami Związku, tworzy się w każdym pułku komitety pułkowe agitacyjne w składzie czterech członków (oficera i żołnierzy).

Na zakończenie wspaniale odbytego wiecu, chorąży Z. Mosiewicz postawił dwa wnioski, przyjęte przez wszystkich oklaskami: a) wysłać telegram do Komitetu Narodowego i b) utworzyć z Polaków garnizonu kałuskiego batalion marszowy, który w swoim czasie będzie przyłączony do korpusu polskiego w Kijowie. B—icz.

Pożegnanie pułku polskiego.

Piotr. Ajenc. Tel. donosi z Kijowa: « Uroczyste odprowadzono wyruszający na front pierwszy pułk polski dywizji strzelców, zorganizowany w t. zw. kraju « południowo-zachodnim ».

W pełnym szyku bojowym pułk wysłuchał mszy polowej, na którą zgromadziło się wielu przedstawicieli wojska, społeczeństwa polskiego i publiczności prywatnej. Na nabożeństwo stawił się również w komplecie: kijowski polski komitet wykonawczy, prezydium komitetu wykonawczego zjednoczonych organizacji społecz-

nych, przedstawiciele rady robotniczej i żołnierskiej oraz delegacje organizacji polskich.

Przedstawiciel narodowości polskiej w kijowskim komitecie wykonawczym, Zieliński, w przemówieniu pożegnalnym, między innemi, powiedział: « Ciężkim jest wasz los żołnierski, ale w każdym razie inny jest on obecnie, kiedy wiecie, dokąd idziecie i po co idziecie. Wyruszenie na walkę za wolną ojczyznę, aby potem i krwią okupić wolność Polski. W czasie pobytu swego w Kijowie potrafiliście ujawnić ład i karność, godną ludzi wolnych, gdyż niema istotnej wolności bez karności. Żegnajcie bracia żołnierze. Dobrą drogę wskazują wam wasze sztandary: « biały orzeł w czerwonym polu ».

Wyszykowany się w oddzielne kolumny, z orkiestrami, oddziałem kulomiotowym i wywiadowczym, pułk skierował się ku miastu. Przed pułkiem niesiono dwa historyczne sztandary, symbolizujące najbardziej sławne karty z dziejów walk o wolność Polski. Publiczność gorąco przyjmowała defilujące kolumny wojowników polskich, ścieląc im drogę kwiatami. »

List pułkownika Budkowskiego.

Trzydzieści parę miesięcy, spędzonych w armji czynnej, wyczerpały mnie zupełnie moralnie i fizycznie, wprowadzając w istny stan odrętwienia z którego jednak pomogła mi się otrząsnąć rezolucja walnego zgromadzenia Polskiego klubu demokratycznego w Moskwie, powzięta w kwestji stworzenia armji polskiej.

Nie będę się rozwodził nad elementarnymi dowodami niezbędnej konieczności istnienia w każdym państwie niepodległym silnej armji, jako jedynej pewnej gwarancji samodzielnego istnienia narodu, bo jeżeli taka armja jest konieczną podstawą istnienia państwa w czasie pokoju, to tembardziej w chwili, kiedy cała Europa drży od huku armat i rządzi się prawem kulaka; nie mniejszą rolę odegrać może własna silna armja w okresie kiedy będą omawiane punkty pokoju. Jestem głęboko przekonany, że Prusy i Austria nie oddadzą nam dobrowolnie Galicji i Poznańskiego, chociażby jak to mówią, dla pięknych oczu przedstawiciele Klubu demokratycznego, a przecież zdobycie dla Polski tych prowincji — to nie obrona « cudzych interesów », lecz obowiązek z którym się liczą ci Polacy, którzy trzymają broń w swej dłoni.

W jaki sposób zdołamy wejść w kontakt z legionami polskimi — niech się oto nie martwi Klub demokratyczny, kontakt ten nastąpi w ten lub inny sposób, a hasło połączenia wszystkich dzielnic polskich do tego nam dopomóż, tama zaś, stwarzana z imienia pułkownika Piłsudskiego przez pana Jacuńskiego, proszę mi wierzyć, że nas nie powstrzyma. Czy wogóle pułk Piłsudski odegrał dodatnią czy ujemną rolę w rozwoju wypadków dzisiejszych, to sprawa przyszłej historii.

Oddzielną armję polską trzeba stwarzać natychmiast, jeżeli rząd rosyjski nie stanie temu na przeszkodzie, i z tego jeszcze powodu, ażeby jak można najprędzej wyłączyć naszego polskiego żołnierza z pod ujemnej dzisiaj agitacji szerzonej w armji.

Czy robota Lenina będzie miała powodzenie czy nie, cokolwiek się stanie po tej stronie — wierzę święcie, że Francja, Anglja i Ameryka nie zawrą pokoju, dopóki ostatecznie nie będzie złamana potęga Prus i dlatego posiadając swoją oddzielną armję będziemy w stanie nadal prowadzić walkę jako wierni i równi sojusznicy tych państw, które nie odmówią nam naturalnie zasiłku pieniężnego.

Niech więc Klub demokratyczny nie ogląda się na opinię Rady stanu, której w obecnych warunkach zasięgnąć nie jest w stanie i opinja której pod presją pruskich baguetów nie może

w danej kwestji być zupełnie szczerą; niech odrzuci swoje kunktatorstwo, a pomyśli, w imię jedności, o stworzeniu Tymczasowej rady narodowej, do której by weszli przedstawiciele wszystkich partii politycznych (podkreślam wszystkich), która to Rada objęłaby władzę nad myślą i czynem nietylko wygnańców polskich, lecz i nad przyszłą armją polską.

pulkownik Henryk Budkowski.

Armja czynna, 3-go maja.

ZIEMIE POLSKIE

— Głód w Warszawie.

Z Warszawy donoszą do « Kurjera Lwowskiego »:

30 maja wieczorem ponowiły się w kilku punktach miasta napady na sklepy. Do większych zaburzeń nie przyszło. Miasto ma dziś wygląd zupełnie normalny.

— Zwijanie austroniemieckiej chorągiewki.

Austroniemcy, poniósłszy smrotną klęskę na punkcie swych konceptów o tworzeniu Armji polskiej w Królestwie, zaczynają zwijać chorągiewkę.

Oto rozporządzenie, zamieszczone w « Narodzie » krakowskim z dnia 7 czerwca:

« Wczoraj wydało generał-gubernatorstwo warszawskie rozkaz, mocą którego aparat zaciągowy do wojska polskiego, zorganizowany w ciągu zimy w całym kraju, zostaje do minimum sprowadzony. Generał-gubernatorstwo oświadcza w tym rozkazie, że, ze względu na zbliżające się żniwa, dla zebrania których należy pozostawić do dyspozycji kraju wszystkie siły, jakimi on rozporządza, i nie zarządzać w najbliższych tygodniach dalszego wcielania ochotników, zostają zwiniete wszystkie powiatowe urzędy zaciągu i wszystkie biura zgłoszeń.

« Pozostają natomiast główne urzędy zaciągu (w liczbie 17) i krajowy inspektorat w Warszawie.

« Zgłoszenia do wojska mają się w miastach powiatowych i miasteczkach, jakoteż wsiach, dokonywać w formie zapisywań u kreisschełw. Oficerowie i żołnierze, którzy byli zatrudnieni w powiatowych urzędach i w wiejskich przeważnie biurach zgłoszeń, wracają do pułków i do obozów ćwiczeń; pozostaje jedynie (uszczuplony) personel inspektoratu warszawskiego i 17 głównych urzędów w miastach gubernjalnych.

Pokolenie « Bartków Zwycięzców » wygasa... Dzisiejszy « Bartek » Steimytzowi lada krakowiakiem oszukać się nie da, pójdzie gromadą, lecz do polskiego naprawdę wojska i takiego, które Niemców przedewszystkiem prac będzie. (P. L.)

— Po Sienkiewiczu Antoni Osuchowski.

Nagrodę z funduszu Jerzmanowskich, wynoszącą 44.230 koron, 6 hallerzy, Akademia Umiejętności przyznała p. mecenasowi, Antoniemu Osuchowskiemu, za działalność humanitarną. Nagroda ta przyznana została po raz drugi, po raz pierwszy otrzymał ją Henryk Sienkiewicz.

— Za kawałek chleba.

« Nowa Reforma » z dnia 5 czerwca pisze dosłownie:

« Wyrokiem sądu polowego cesarsko-niemieckiego urzędu gubernjalnego Warszawy zostali skazani na trzy, względnie dwa lata więzienia: 1) robotnik Piotr Glas 2) uczeń cukrowni, Stefan Małżecki z Warszawy za to, że, dnia 11 maja, podczas zbiegowiska ludzi przed sklepem piekarskim, rozbili szybę tegoż, względnie skradli chleb ze sklepu. »

Tak brzmi w Warszawie pruska sprawiedliwość, względnie, łajdactwo.

— Osobliwa nagroda.

Wiceprezes Naczelnego Komitetu Narodowego, słynnego N. K. N., p. Władysław Jaworski, za zasługi, położone na polu działalności tegoż Komitetu, został mianowany... austriackim radcą tajnym...

A chwilami bezdennie głupia « Nowa Reforma » powiada z tego powodu « fakt, że młody monarcha tak wysoko nagroził pracę, jedynie i wyłącznie dla Polski podjętą i dokonaną, musi wyznaczyć jeszcze to uczucie ufności, jakie dzisiaj wszyscy (???) Polacy w cesarzu Austrii pokładają »...

Owóż czas największy, aby « Nowa Reforma » nabrała do tyła rozumu, a bodaj pospolitej uczciwości, by pamiętać, że, za wyjątkiem gromadki ober-lokajów, ober-kamerdynierów i cesarsko-

królewskich schwargelbrahtów, wszyscy Polacy, nawet zamieszkujący Galicję, żądają zjednoczonej i niepodległej Polski z ujściem do morza a więc wyniesienia się z Galicji pasożytów austriackich przedewszystkiem.

Zaden « Polak » ufności w panu Karolu Habsburgu nie pokłada za wyjątkiem, oczywiście takich, którzy uważają się nie za członków potężnej Rodziny polskiej, lecz za parobków różnojęzycznego folwarku austriackiego.

— Kara za rozruchy w Poznaniu.

Jak donoszą dzienniki poznańskie, dnia 18 maja b. r. stało przed sądem wojnym 29 osób, przeważnie w wieku od 14 — 18 lat pod zarzutem oporu przeciw władzy, wywołania rozruchów i zbiegowiska. Uwzględniając młody wiek niekaranych dotąd sprawców rozruchów, wymierzono kary od tygodnia do pół roku więzienia. Właściwych inicjatorów policja jeszcze nie wykryła. Do osób skazanych na pół roku należy także pewien dezertier, którego ujęto podczas rozruchów.

Pisma poznańskie nie podają żadnych bliższych szczegółów o charakterze rozruchów, za które ci demonstranci zostali skazani.

GENERAL

LUDWIK ARCHINARD

Szef Misji Wojskowej Francusko-Polskiej.

Generał Ludwik Archinard urodził się w Hawrze, w roku 1850. Swe studia wyższe odbył w Szkole Politechnicznej, a potem wstąpił do artylerji marynarki. Wojna francusko-pruska zastała go jako podporucznika artylerji polnej; wreszcie walczył przyszły generał w Kochinchinie, w Senegalu i w Sudanie.

W roku 1884 został mianowany szefem szwadronu czyli komendantem. Wcztery lata później powołano go do zarządu krainą zwaną « Haut Fleuve », w Sudanie; tam zorganizował on kilka nowych posterunków i walczył bez ustanku przeciw dwóm silnym szekom arabskim: Ahmadu'emu i Samory'emu. W roku 1890, komendant Archinard zdobył Segu-Sikoro, stolicę Ahmatego, oraz fortecę Uossebugu. Za sukces ten podniesiono go do stopnia podpułkownika.

Lecz szekowie arabscy są dzielni i nigdy nie dają za wygraną. Już następnego roku podpl. Archinard zmuszony był przedsięwziąć nowe kroki wojenne przeciwko Ahmadowi, którego zresztą znów pobił pod Juri i zajął Nioro. Potem zwrócił się przeciwko Samoremui i zdobył jego stolicę, Bissandugu.

Po tych zwycięstwach, powołano go do Francji; niepospolite zdolności Archinarda nie uszły uwagi jego zwierzchników. W roku 1892, mianowano go pułkownikiem, ale wkrótce wrócił on znów do Sudanu, jako wyższy komendant tej prowincji. Pułkownik Archinard był przedewszystkiem doskonałym organizatorem i tem się tłumaczy jego powrót do kolonji. Aby nagrodzić jego zasługi i lepiej użyć jego kompetencje i długoletnią praktykę, mianowano go, w roku 1896, generałem brygady i powierzono mu funkcje dyrektora działu wojskowego w ministerjum kolonji. Następnego roku dano mu pod komendę brygadę wojsk Kochinchiny w Sajgonie.

Powrócił on wkrótce do Francji albowiem został mianowany wice-inspektorem, a potem inspektorem generalnym stałym, w artylerji marynarki. W roku 1900 podniesiono go stopniem generała dywizji.

W roku 1901 dano mu pod komendę 32-gą dywizję piechoty XVI-go korpusu armji, zaś w roku 1904 zastępstwo generała Doods'a przy komendzie XIX-go korpusu armji wojsk kolonialnych w Algierze. Wreszcie w roku 1912 opuścił on tę komendę i został członkiem Wyższej Rady Wojennej.

Generał Archinard otrzymał order kawalera Legji Honorowej w roku 1881, po wzięciu szturmem miejscowości Gubanko w Sudanie francus-

kim. Dalej przeszedł przez wszystkie szczeble narodowego orderu francuskiego i, w czerwcu roku 1914, został podniesiony do godności Wielkiego Krzyża Legji Honorowej.

Na początku wojny, obecnej komenderował on częścią wojsk francuskich, które, pod dowództwem generała Pau, wtargnęły do Alzacji. Podczas powtórnego zajęcia Miluzy przez armję francuską, generał Archinard został mianowany komendantem Armji po bitwie pod Heimsbrunn, gdzie Niemcy zostali pobici i stracili 18 armat polowych.

Potem odbywał on często podróże inspekcyjne w pasie działań wojennych. W roku 1915, doszedł on do granicy wieku i został zaliczony do kadr rezerwowych.

Z życiorysu powyższego widzimy, że generał który został powołany na Szefa Misji Wojskowej Francusko-Polskiej doskonale się wywiąże z obowiązków jakie nań włożono. Trzeba włożyć ogromną ilość pracy aby zorganizować wszystkie działynieodzwonne do dobrego funkcjonowania tak złożonego organizmu, jakim jest armja. Trzeba zacząć od sformowania biur ze wszystkimi urzędnikami niezbędnymi, od zorganizowania obozu, i stworzenia znakomitych kadr; pierwsze oddziały żołnierzy zostaną przeto ujęte z gotowe już formy. Tak postępując generał Archinard stworzy, w przeciągu kilkunastu miesięcy prawdziwą Armję Polską, która będzie podwaliną przyszłego państwa polskiego. Kiedyś może błogosławić będziemy pamięć generała Archinarda, organizatora pierwszych sił zbrojnych niepodległej i zjednoczonej Polski.

KONIEC MASKARADY

Austroniemiecka maskarada dobiega do kresu. Rodacy nasi poznali się na wilku krzyżackim w owczej skórce... Wilk, ze swej strony, uprzykrzywszy sobie udawanie baranka, zaczyna pokazywać wszystkie kły...

Oto dokumenty, dokumenty, poczerpnięte z czasopism polskich, stojących poza ramami wszelkich posądzeń o jakowąś zasadniczą niechęć do austroniemieckich monarchji.

« Gazeta Wieczorna » lwowska, organ lojalnego p. Batagłji, pisze (numer 3579, z dnia 6 czerwca) dosłownie:

Warszawa, w czerwcu.

« W tych dniach przyjęci byli na audjencji rektorzy warszawskiego uniwersytetu i politechniki u gen. gub. Beselera. Przyjęcie miało charakter oficjalny. Gen. gub. Beseler wygłosił przemówienie, którego zasadniczym motywem było podkreślenie faktu, że **jedyną władzę w kraju stanowi na razie rząd okupacyjny i nie jest dopuszczalnym, by ktokolwiek czynił zakusy wydarcia mu tej władzy.**

O całkowitej realizacji aktu z 5 listopada **mówić na razie nie można.**

Jak słysząc, ze względu na formę przemówienia, rektorzy wnieśli protest na ręce hr. Hutten-Czapskiego.

« Naprzód » krakowski, organ p. Daszyńskiego, który ostatnio z cesarzem Karolem austriackim słodką prowadził rozmowę, powiada (numer 130, z dnia 7 czerwca, strona 2):

« Jak wiadomo, w związku ze strejkami w wyższych uczelniach warszawskich miał być generał gubernator Beseler rozmowę z rektorami, o której jeden z korespondentów donosi teraz:

Ton przemówienia i wogóle formy przyjęcia były tak szorstkie, że panowie rektorzy złożyli wkrótce po posłuchaniu na ręce p. Hutten-Czapskiego protest przeciwko podobnemu traktowaniu przedstawicieli wyższych uczelni w szczególe, a interesów kraju w ogólności. »

A co na to powie sławetny p. von Hutten-Czapski, który za stolicę Polski uważał, przez całe życie, Berlin a który był i jest tylko Prusakiem, rozumiejącym także i po polsku?

Herr von Hutten narodził się z Herr von Dziembowskim, specjalistą od zaprzędania Prusakom Rydzyny i da naiwnym pp. Rektorom lepszą jeszcze naukę.

Maskarada dobiega kresu. Nareszcie!

Z Wiednia nie mniej pomyślne nadchodzą wiadomości.

Tenże «Naprzód» przytacza orzeczenie «Arbeiter Zeitung» z powodu porażki Niemców w Parlamencie:

«Arbeiter Zeitung» jest zdania, że wczoraj wybuchł w parlamencie poważny spór narodowościowy i to z winy Niemców, którzy nie starając się o zjednanie sobie sojusznika, znaleźli w klubie słowiańskim także Polaków. — Po raz pierwszy okazało się wczoraj, że Niemcy nie posiadają w parlamencie większości. Okazało się jednak nie tylko to, że Polacy przeszli do jadalnej opozycji przeciw rządowi, lecz i to, że osłabło u nich prawie całe zainteresowanie się względem Austrii i nie oglądają się oni już dziś wcale na ewentualne skutki swego działania.»

MOWA P. ALBERTA THOMAS

wygłoszona w Moskwie,
na zebraniu polskiem, w dniu 9 maja

W dniu 9 maja, minister francuski, p. Albert Thomas, przybył na urządzone na jego cześć, przez Polaków w Moskwie, zebranie i wygłosił przemówienie następujące:

(Tekst według sprawozdania «Gazety Polskiej»)

«Panie, panowie! Szczęśliwy jestem iż mogę skorzystać z gościnnego zaproszenia i znaleźć się tutaj wśród przedstawicieli szlachetnego narodu, którego lud francuski nie przestał miłować od półtora wieku. Wspomnieliście przed chwilą najdroższe tradycje. Przypomnieliście, iż pierwsza Francja ogłosiła prawa narodów do rozporządzenia własnym losem. Odtąd nie tylko w imię dawnych sojuszów monarchicznych, ale głównie z powodu tego proklamowania prawa ludów, zwracaliście do niej wasze nadzieje, kierowaliście do niej wasze wezwania. Ach, zaprawdę, nie zawsze mogliśmy odpowiadać tak szczerze, tak zupełnie jak byłibyśmy pragnęli, na wezwania, które słałicie nam z drugiego końca Europy.

Gdy tyle uczuć wrogich i nieufnych otaczało Francję, nasi dyplomaci musieli godzić szlachetne porywy, pociągające nas ku wam, ze względami na bezpośrednie dobro, którego strzegli dla kraju.

Któż ośmieliłby się twierdzić iż w XX wieku następcy ich nie mieli do czynienia z równie groźnymi zagadnieniami? A jednak wy nie zwątpiliście nigdy o Francji, wy nadal pokładaliście w niej zaufanie aż do chwili, gdy nareszcie ogłoszenie rosyjskiej wolności pozwala każdemu jasno i bez ogródek wypowiadać to, co myśli.

Co Francja myśli — o tem nie mieliście wątpliwości. Ona chce zjednoczenia i niepodległości Polski, chce by Polska rozdarła, podzielona, została odbudowana w swej jedności i niezawisłości.

Takim jest uczucie rządu, takim jest uczucie całego ludu. Dziennikarze tak popularni jak Hervé, nie przestają przypominać tradycyjnych obowiązków Francji względem narodów, które uległy gwałtom autokracji.

Kilka dni temu, przypominałem ze wzruszeniem, jak socjaliści paryscy, jak robotnicy naszych przedmieści łączą na swoich zebraniach imię Alzacji-Lotaryngii z imieniem Polski.

Przyszła godzina, nawet wśród tego wielkiego ruchu wolnościowego porywającego ludy, w której należy objawić słowami i czynami braterską miłość łączącą Francję i Polskę.

Niech żyje zjednoczenie, niech żyje Niepodległość Polski!

Niech żyje przyjaźń Francji z Polską!

ARMJA POLSKA

«Sokół Polski» wychodzący w Pittsburgu, z dnia 31 maja, zamieszcza pod powyższym tytułem artykuł następujący:

«Sprawa zjednoczonej i niepodległej Polski krystalizuje się coraz pomyślniej i po deklaracji aliantów zamienia się w realny czyn.

«Niedawno telegramy doniosły, że dziś cały naród polski bez wyjątku żąda niepodległości i zjednoczenia, że nawet Koło Polskie w Wiedniu postawiło rządowi austriackiemu kateryczne i śmiałe żądanie odbudowania Polski w dawnych jej granicach z przystępem wolnym do Bałtyku.

«Co na to rząd austriacki odpowiedział, dotąd jeszcze niewiadomo. Samo jednak postawienie takiej kwestii świadczy o słabości Austrii i o możliwości zadosyć uczynienia żądaniom naszego narodu pod naciskiem opinii publicznej całego świata wobec widma katastrofy i klęski zupełnej państw centralnych.

«Z Paryża, pod datą 28 maja, na podstawie półurzędowego pisma francuskiego «Temps», nadchodzi wiadomość ogromnej doniosłości, że tworzy się już we Francji Armja polska, do której ściągają Polacy ze wszystkich państw aljanckich. Armja ta będzie walczyć o odbudowanie Polski w dawnych jej granicach.

«Temps» dodaje, że projekt stworzenia Armji polskiej od dłuższego czasu był omawiany w gabinetach państw aljanckich, a teraz dopiero realizuje się.

«Wiadomość ta dowodzi, że wszystkie państwa aljanckie zgodziły się już na tworzenie nie żadnych legionów, ale prawdziwej Armji Polskiej, która będzie najlepszym zadatkiem i gwarancją Zjednoczonej i Niepodległej Polski. Sam ten fakt stawia Polskę jako państwo już istniejące na równi ze wszystkimi aliantami.

«Wiadomość ta pozostaje w najściślejszym związku z uchwaloną przez Zjazd Nadzwyczajny naszego Sokolstwa Armją Kościuszki, która w takiej właśnie postaci zamieni się w najbliższej przyszłości w czyn realny.

«A więc czuj duch, Druhu Sokole! Gotuj się i ćwicz wytrwale i cierpliwie, byś był natychmiast gotowym do stawania w szeregu, skoro odpowiedni rozkaz nadejdzie do całego Wychodźstwa.

«Nie zwracać najmniejszej uwagi na puszczków i gasieli ducha, którzy starają się Wam dowodzić, że z proponowanej przez Sokolstwo Armji Kościuszki nie będzie.

«Jak wzięła wleń na całej linii ich orientacja, ugruntowana na przewidywaniem przez nich zwycięstw Teutonów, a zmierzająca do uzależnienia Sprawy Polski od woli Niemców, tak też nie pomogą ich wszystkie wysiłki, by nie dopuścić do stworzenia w Ameryce Armji Kościuszki, z której rozwinię się wspaniała, potężna i druzgocąca dumne karki pruskie Armja Polska, Armja Polski Zjednoczonej i Niepodległej.

— Oświadczenie p. Lednickiego.

P. Lednicki, znany adwokat w Moskwie, przewodnik Komitetu Demokratycznego w Piotrogradzie, w rozmowie swej z korespondentem czasopisma angielskiego «Daily News», oświadczył, że istotnie pragnął by zjednoczenia Ziemi polskich z dostępem do morza, lecz zauważył, iż Gdańsk... nie jest nieodzownym dla Polski... gdyż można połączyć Wisłę kanałem z Niemnem i Windawą i w ten sposób stworzyć dla Polski dostęp do Bałtyku... Pan Lednicki podzielił więc opinię generała Babiańskiego, wyrażoną przez tegoż na zjeździe w Sztokholmie.

Wiadomość ta wywrze niestęchanie przykre wrażenie, gdyż, o ile zdanie generała Babiańskiego, generała starego ładu samodzierżawnego, i posła do Dumy z Permu... pod uwagę może być nie braniem, o tyle odezwanie się p. Lednickiego, który stoi na czele Komitetu demokratycznego jest dokumentem niezbitym, iż, pewien odłam opinii polskiej w Rosji, idzie przeciw woli całego narodu polskiego, który wszędzie i na każdym kroku wypowiada się za potrzebą odzyskania wszystkich Ziemi polskich z Pomorzem i Prusami Zachodnimi włącznie, jako obszarami rdzennie polskimi.

POLSKA MANIFESTACJA PATRJOTYCZNA W TOLEDO

Dnia 20 maja kolonia polska miasta Toledo w Stanach Zjednoczonych, święciła wielkie święto. Dzień ten był prawdziwym «Dniem polskim», wielkim zadokumentowaniem siły, lojalności i amerykańskiego patriotyzmu ze strony Polaków. Pochód, w którym brało udział najmniej 15 tysięcy mężczyzn, kobiet i dzieci, był czemś tak imponującym, że Amerykanie nie tylko przekonali się o patriotycznej gotowości polskich obywateli, lecz także po raz pierwszy zobaczyli dowodnie, jak wielką liczebną i jakościową siłę przedstawia tutejsza ludność polska.

Cała manifestacja udała się nadspodziewanie, jak to pisze miejscowa «Ameryka Echo». Polacy stanęli do apelu, jak jeden mąż i spisali się świetnie pod każdym względem. Bez przesady można skonstatować, że Polacy zaimponowali Amerykanom.

Takiej masy towarzystw wojskowych, sokołich i cywilnych, panien i dzieci, sztandarów, tablic z napisami i wspaniale przybranych samochodów — Toledo nigdy przedtem nie widziało. Polacy mogą być dumni, że to oni właśnie dali Amerykanom tę wspaniałą lekcję patriotycznego entuzjazmu.

Pochód był imponujący. Przez dwie godziny z górą sunął się on przez ulice miasta. Po obu stronach ulic przez które przechodził korowód tkwił szpaler dziesiątków tysięcy Amerykanów, zachwyconych, a częściowo nawet zdziwionych tak olbrzymią manifestacją.

Po ukończeniu pochodu uczestnicy manifestacji zbrali się w sali gmachu «Memorial Hall». Sala wypełniona była po brzegi i wielu manifestantów nie znalazło dla siebie miejsca. Przemawiali: major miasta Milroy, ks. Rosiński, wybitny historyk amerykański Nevin O. Winter i wreszcie prezes Z. N. P.

Po wyczerpaniu programu, odczytano w języku angielskim i polskim rezolucję następującą:

- 1) Wyrażamy nasze uznanie prezydentowi za jego proklamację o udziale Stanów Zjednoczonych w wojnie przeciwko militarystom.
- 2) Zaprzysięgamy naszą lojalność wobec Stanów Zjednoczonych jako najwspanialszej demokracji w świecie, i ofiarujemy się na wszelkie usługi.
- 3) Upraszamy naszego Prezydenta, aby na przysiężnej Konferencji Pokojowej domagał się odbudowania Polski, z wszystkich części, które należały do niej przed rozbiorem.
- 4) Że forma rządu w nowej Polsce ma być ustanowiona przez sam naród polski.
- 5) Kopie tych rezolucji mają być przesłane Prezydentowi Stanów Zjednoczonych i senatorom, reprezentującym stan Ohio.

Komitet rezolucyjny:

N. O. Winter, ks. A. J. Suplicki, ks. J. P. Wachowski, ks. Fr. J. Czelusta, Józef S. Karpanty, Antoni G. Trepiński, Stan. A. Grzeziński, Piotr A. Bykowski, A. A. Paryski.

Amerykańskie pisma miejscowe z ogromnym entuzjazmem rozpiły się o manifestacji polskiej, a nawet poświeciły jej swoje naczelnne artykuły.

I tak «Toledo-Times» z dnia 21 maja zamieścił p. t. «Toledo is proud of its Polish citizens» (Toledo jest dumne ze swoich polskich obywateli) następujący artykuł:

«Toledo jest dumne ze swych polskich obywateli. Bo ma rację być. Żaden Toledowianin, który słyszał mowy w hali Memorial lub oglądał polską patriotyczną paradę w niedzielę po południu, nie może nigdy kwestionować lojalności i przywiązania synów i cór Kościuszki i Pułaskiego do ich przybranej ojczyzny. Była to najsilniejsza demonstracja patriotyzmu, jaką widziano w tem mieście od ogłoszenia wojny przeciw Niemcom.»

Drugie zaś pismo «News Bee» z dnia 21-go maja pisze: «Niedziela była dniem Polaków w Toledo. Polacy atoli zrobili ją dniem Ameryki. Było to wskazanie obowiązków dla dziesiątków tysięcy ich współobywateli, którzy zalegali ulice, gdy wielki pochód manifestacyjny przesunął się niemi. Było to więcej aniżeli wskazanie, bo było to raczej natchnienie do spełnienia tych obowiązków.

«Manifestacja niedzielna amerykańskiego patriotyzmu i entuzjastycznej lojalności dla Stanów Zjednoczonych, mimo, że składała się tylko z polskich obywateli, była tak wielką, jakiej Toledo nigdy przedtem nie widziało. «Bądźmy wszyscy Amerykanami w czynach» — oto napis na jednym transparencie, który zdaje się być wyrazem ducha całej wspaniałej manifestacji.»



POLACY W AUSTRALJI PROTESTUJĄ PRZECIW PLANOM NIEMIEC

Jak donosi « Dziennik Związkowy », wychodzący w Chicago, z dnia 26 maja: Polacy zamieszkali w piątej części świata, t. j. w Australji, stwierdzają zupełną łączność z całym narodem polskim i w zupełności podtrzymują protest Wydziału Narodowego w Ameryce, jak również i Polaków w Europie przeciw załatwieniu przez państwa centralne naszej sprawy w myśl swoich interesów.

Dowodem tego następujący list, który dopiero co otrzymaliśmy, a który w całości przytaczamy:

« SYDNEY, Australia, w marcu 1917 roku. Do Szanownej Redakcji « Dziennika Związkowego » w Chicago, III., Stany Zjednoczone Północnej Ameryki.

Szanowna Redakcjo!

« Kolonia Polska, zamieszkująca główne śródziemskie Australji, jako to Brisbane (Queensland), Melbourne (Victoria), oraz Sydney (Nowa Południowa Walia), zwraca się za Twojem, Redaktorze, pośrednictwem do Wydziału Wykonawczego i Wydziału Narodowego Polskiego Centralnego Komitetu Ratunkowego w Ameryce z prośbą o przyłączenie jej podpisu pod wydany przez też Komitety protest do « Świata Cywilizowanego », a ogłoszony w Twojem poczytnym piśmie w dniu 30 listopada roku ubiegłego.

Przyłączenie nasze do rzeczonych protestu ma na celu, oprócz zwykłych humanitarnych pobudek, jeszcze stwierdzenie naszej nierozłącznej jedności z całym narodem (bez względu na oddalenie od Ojczyzny), dodanie bodźca i wlanie otuchy w serca braci naszych w kraju, podtrzymanie sił tych, których zwątpienie ogarniać zaczyna, wreszcie by stwierdzić, że żołnierz polski nie walczył nigdy w imię rozboju i grabieży, w imię bezprawia; szedł on z pomocą obcym wtedy, gdy do jego tarczy narodowej dołączone było jeszcze hasło « Wolność i sprawiedliwość, miłość i braterstwo ».

« Do Was braci, zamieszkujących Amerykę, zanosimy naszą gorącą prośbę; porzućcie spory partyjne, odłóżcie na czas późniejszy porachunki osobiste, natomiast ześrodkujcie Waszych cztery miliony szlachetnych serc i umysłów polskich w jeden jedyny cel — pomni, że Ojczyzna nasza potrzebuje ratunku, pomocy, poświęcenia i odwagi.

« Racz przyjąć Szanowny Redaktorze wyrazy braterskiego pozdrowienia

« Za Towarzystwo Polskie « Polonia » w Sydney N. P. W.

Józef Skowroński, przewodniczący.

Alfred Bronny, sekretarz.

Jan Radecki, skarbnik.

Wanda Szalla, bibliotekarz.

« Za Towarzystwo Polskie « Ognisko Polskie » w Brisbane, Queensland:

P. Modrak, prezes.

Aleksander Uściński, sekretarz.

Australja w marcu 1917 roku. »

XV. SEJM MACIERZY POLSKIEJ

Dnia 21, 22 i 23 maja odbył się w Chicago piętnasty sejm Macierzy Polskiej Stanów Zjednoczonych. Sejm udał się znakomicie. Obrady odbywały się wśród podniosłego nastroju patriotycznego. Na ostatnim posiedzeniu uchwalono rezolucję następującą, którą podajemy w wyjątkach:

« Sejm niniejszy, podobnie jak poprzedni, odbywamy w czasie wojny światowej, wojny o niepodległość i wolność narodów. Wskutek niej na ziemiach polskich w szczególności panują okropne stosunki, tak straszliwe, że słów brak na ich przedstawienie; umysł jednak nasz je sobie wyobraża, serce nasze jednak je odczuwa.

« Wyrażamy naszą najserdeczniejszą wdzięczność i cześć Prezydentowi Stanów Zjednoczonych, p. Woodrow Wilson'owi, za stanowisko jego wobec narodu naszego i oświadczenie się jego światowe w orędziu z d. 22-go stycznia br. za « połączoną niepodległą i samorządną Polską ».

« Do obrony kraju tutejszego, kraju, który dla nas Polaków jest matką przybraną, ojczyzną niejako drugą, który daje nam, prócz wolności, chleb i dach nad głową i sami gotowi jesteśmy stanąć i innych do tego zachęcać, chociażby to miało być za cenę poświęcenia życia i mienia.

« Polecamy także gorąco tym, których stać na to, by kupowali wydawane przez Rząd Stanów Zjednoczonych tak zwane « Liberty Bonds ». Wydane one są w celu pokrycia kosztów wojennych kraju tutejszego, który staje do wojny nie tylko w obronie godności, całości i bezpieczeństwa swojego, ale też w obronie wolności i praw ludzkich wszystkich narodów.

« Stowarzyszenie Czerwonego Krzyża, organizację ogólną ludzką, jako mającą cel chrześcijański, mianowicie miłosierdzie i dobroczynność, zalecamy przez samego Mistrza naszego popierać obowiązujemy się najpierw sami tak, by każdy z nas bez wyjątku do niej należał, a potem między rodakami naszymi, zachęcając ich dołączenia się z tą organizacją, względnie do poparcia jej moralnego i materialnego.

« Proboszczowi parafii śś. Młodzianków Wiel. ks. J. Zwischowskiemu i Polonii na Młodziankowie za storopolskie, bo szczerze i gościnne przyjęcie; dzielnemu Komitetowi przedsejmowemu i wszystkim Macierzystom i Macierzystkom na Młodziankowie za trud i pracę, jakie podjęto, by Sejm 15-ty Macierzy Polskiej odbył się jak najlepiej, składamy nasze serdeczne podziękowanie.

« Nakoniec wznosimy okrzyki: Niech żyje Polska cała, wolna i niepodległa! Niech żyje lud polski! Niech żyje młodzież polska! Niech żyje Macierz Polska!

NEKROLOGIA

† W Warszawie zmarł, w dniu 3 b. m. ś. p. Władysław Szymanowski, wysoce utalentowany i zasłużony artysta teatru Rozmaitości. Urodzony w 1842 r., po ukończeniu szkół, wystąpił po raz pierwszy w Rozmaitościach dnia 14 stycznia 1866 r. w komedji « O! gdyby nie ja »! — i odąd, przez lat 40 z górą, grywał z wielkim powodzeniem role komiczne i charakterystyczne. Przez czas dłuższy był reżyserem pierwszej sceny polskiej.

S. p. Wł. Szymanowski był także ulalentowanym artystą-rysownikiem i przez długie lata zasiliał pisma humorystyczne polskie w Warszawie i Krakowie rysunkami, które cieszyły się wielką popularnością.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU!

KRONIKA PARYSKA

◊ Hojny Dar.

Otrzymujemy z Nowego-Yorku, ze Stanów Zjednoczonych od W. Pana Aleksandra Znamieńskiego ofiarę na Rannych Żołnierzach w sumie Fr. 500.

Za ten hojny dar zasyłamy naszemu wspaniałomyślnemu Rodakowi, imieniem obdarowanej Instytucji, serdeczne « Bóg zapłać ».

◊ Wiadomości żołnierskie.

Szef bataljonu, Berecki, podotąd w 148 pułku piechoty linowej, został zaliczony do 56 pułku piechoty.

E. J. Wielhorski, podporucznik 261 pułku piechoty, został mianowany porucznikiem z pozostawieniem w tymże pułku.

◊ Spis jednodniowy wszystkich mężczyzn.

Z rozporządzenia Rządu Rzeczypospolitej, w dniu 8 lipca (w niedzielę) odbędzie się spis jednodniowy, zawodowy, wszystkich mężczyzn w wieku od 16 do sześćdziesięciu lat, włącznie, nie znajdujących się w szeregu.

Na ten koniec, każdy mężczyzna w wieku od 16 do 60 lat, włącznie, winien, w dniu 8 lipca, złożyć deklarację w dotyczącym go merostwie. Formę deklaracji i sposób jej złożenia określa odpowiedniej przepis.

Godzi się zapamiętać, iż do spisu tego winni się stawić, na równi z obywatelami francuskimi, wszyscy, przebywający we Francji, cudzoziemcy. Zarządzenie tego spisu łączy się bezpośrednio ze sprawą mobilizacji cywilnej.

◊ W Towarzystwie Artystów Polskich.

Nowoobрани Zarząd T-wa Artystów ukonstytuował się w następujący sposób: prezes, Dr. Włodzimierz Bugiel, wice-prezes, p. Antoni Szklarski, skarbnik p. Edward Czerwiński, sekretarz, p. Jan Mieczysławski, członkinie zarządu, panie: Wanda Chelmońska i Mela Mutermilchowa.

W niedzielę, 1-go lipca, o godz. 4 po południu nastąpi otwarcie T-wa przez nowoobрани Zarząd.

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści, nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃ —
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart pocztowych, bromowych — studjów akademickich; próby wysyła za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyłka pocztą za dopłatą 10/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GERANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.